

l'Anticapitaliste

n°560 | 18 mars 2021 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

« Nous occupons à l'intérieur pour qu'il se passe des choses à l'extérieur »

**OCCUPO
NS
PARTOUT
CULTIVONS
NOS LUTTES**

Dossier

**AGIR POUR LA
JUSTICE SOCIALE ET
CLIMATIQUE** Pages 6 et 7

ÉDITO

«Quoi qu'il en coûte»...
en vies humaines
Page 2

PREMIER PLAN

20 et 21 mars: mobiliséEs
contre le racisme et pour les
libertés Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Sénégal: défense de la démocratie,
enjeux sociaux et politiques
Page 5

LIBRE EXPRESSION

La Libye ravagée par les seigneurs
de guerre
Page 12



Par JEAN-CLAUDE DELAVIGNE

«Quoi qu'il en coûte»... en vies humaines

Le 1^{er} mars, Macron prétendait encore gagner le « pari » du non-reconfinement et d'un allègement des contraintes sanitaires pour la mi-avril. 15 jours plus tard, il doit admettre que « le maître du temps, c'est le virus malheureusement ». Selon lui « l'Île-de-France est clairement en sursis ». Il annonce « de nouvelles décisions [...] dans les jours qui viennent », une manière de préparer à de nouveaux tours de vis dans les contraintes sanitaires.

Loin de préoccupations sanitaires ou sociales, l'enjeu affiché par le pouvoir était de maintenir à tout prix l'activité économique. Le « pari » de Macron est perdu, et il se paie d'ores et déjà en vies humaines. La remontée de l'épidémie, dans les Hauts-de-France et en région PACA, s'étend maintenant à l'Île-de-France. Dans cette région, le seuil d'alerte pour un nouveau confinement, fixé par le gouvernement lui-même à 400 nouvelles contaminations pour 100 000 habitantEs est désormais franchi. Le chiffre est nettement plus élevé en Seine-Saint-Denis, dans le Val-d'Oise ou le Val-de-Marne, où vivent en nombre les « premiers de corvée ».

Il n'y avait pas de fatalité à ce que le virus devienne le « maître du temps ». Il l'est devenu en raison des choix politiques de l'exécutif, passés et actuels. Les 12 000 lits de réanimation annoncés par Vétan en août restent des mots, aucun personnel n'ayant été recruté et formé pour leur permettre d'être opérationnels. Les mesures sanitaires et sociales qui auraient pu être prises, en amont, pour éviter une nouvelle flambée de l'épidémie, ne l'ont pas été. Le pouvoir a privilégié les mesures autoritaires sur les loisirs et la vie sociale, avec une efficacité réduite. Il les a rendues, dans la durée, insupportables.

La lenteur de la campagne de vaccination, due au manque de doses disponibles, n'a elle non plus rien d'une fatalité. En refusant d'abolir les brevets et de faire des vaccins un bien commun universel, en n'organisant pas, comme il en avait la possibilité, la réquisition des entreprises pharmaceutiques, le pouvoir s'est lui-même placé à la merci des laboratoires, de leur logique du profit et des aléas de leur production.

Tant que Macron et les siens imposeront leurs choix, dans l'intérêt de la minorité qui possède les richesses, le virus restera « maître du temps ». Il ne cessera de l'être que si la majorité qui subit ces décisions décide de reprendre ses affaires en mains.

BIEN DIT

Bonjour @EmmanuelMacron : vous venez de suspendre l'usage d'un vaccin dont la dangerosité n'a absolument pas été démontrée.

Pourriez-vous faire la même chose pour les néonicotinoïdes, extraordinairement dangereux, dont vous venez d'autoriser la réintroduction ?

SÉBASTIEN FONTENELLE (journaliste),
Twitter, 15 mars 2021

À la Une

« NOUS OCCUPONS À L'INTÉRIEUR POUR QU'IL SE PASSE DES CHOSES À L'EXTÉRIEUR »

Occupons partout, cultivons nos luttes

Le 4 mars, à l'issue de la journée de mobilisation des travailleurEs du spectacle (vivant et enregistré) appelée par les syndicats et organisations professionnelles du secteur, la manifestation parisienne se dirige sous l'impulsion, de la CGT spectacle vers le théâtre de l'Odéon. C'est le début de l'occupation.

Les occupantEs, alors principalement des professionnelLes du spectacle et de la culture, élaborent une plateforme de revendications et des modalités d'organisation de la lutte qui ont fait des émules depuis dans la majorité des nouveaux lieux occupés. C'est le cas par exemple du principe des « agoras » quotidiennes : des assemblées générales ouvertes aux prises de parole et échanges organisés par les occupantEs mais ouvertEs à tous les soutiens, sur la place devant le théâtre, parfois thématiques.

Quelles revendications ?

Le retrait de la contre-réforme de l'assurance chômage est, quoi qu'en racontent les médias mainstream ou le gouvernement, la revendication centrale de ce mouvement. Une réforme qui touche l'ensemble des travailleurEs bien au-delà de la culture. Les revendications se déclinent également autour de l'accès aux droits sociaux pour toutes et tous : la prolongation des droits au chômage d'au moins un an (la fameuse « année blanche ») pour les intermittentEs, mais également l'accès à un revenu décent pour les précaires de la culture (plasticienEs, jeunes entrantEs, étudiantEs), le respect des droits au congé maternité, congé longue maladie, et entre autres la création d'un fonds d'aide aux artistes et technicienEs du spectacle. En dernière instance seulement, cette occupation pose et impose également la question de la réouverture des lieux culturels (jugés non essentiels par ce gouvernement), avec mise en place de protocoles et moyens sanitaires.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Celles et ceux qui font la culture doivent pouvoir décider

La question de la réouverture est la seule qui soit aujourd'hui entendue et relayée dans les médias et par le gouvernement, au grand regret des occupantEs et des soutiens ! Pour la ministre et le gouvernement, c'est en effet une porte de sortie acceptable lorsque cette revendication est posée de manière isolée. Mais une occupation est également une forme de réappropriation de leurs outils de travail par les professionnelEs du secteur culturel. Les occupantEs de l'Odéon et d'ailleurs mettent en réalité en pratique le début d'une de nos revendications fondamentales dans le secteur culturel (et de nombreux autres secteurs jugés « non essentiels ») : celles et ceux qui font la culture doivent pouvoir décider de manière démocratique si et comment on ouvre ! La question de l'auto-organisation est au centre de ce mouvement.

Une vague d'occupations

L'occupation de l'Odéon, après quelques jours et un appel à l'élargissement, a rapidement commencé à faire des petits... Les occupations de lieux culturels se multiplient et continuent ! 52 à l'heure où nous écrivons... Pas un jour ne passe sans que nous n'apprenions l'occupation de plusieurs nouveaux lieux, dans de nouvelles villes de toute taille ! L'enthousiasme et la dynamique de ces occupations y sont aussi galopantes que cette déferlante... Et dans la morosité de cette période, ce n'est pas peu dire ! Ce mouvement s'annonce puissant et déterminé, et il en aura besoin pour tenir et s'élargir.

De nombreuses questions se posent aux occupantEs avec des réalités, des préoccupations et des difficultés très différentes selon les moments. La dissonance entre les premières occupations, qui entrent dans leur deuxième semaine, et

celles qui ne font que commencer est en soi un obstacle à surmonter pour ce jeune mouvement.

Pour gagner : amplifier, visibiliser, se structurer !

Multiplions les lieux de nos occupations ! En tant que travailleurEs de la culture nous occupons notre lieu de travail, mais également parce qu'il est déjà symboliquement un lieu de rencontre avec le public et donc tourné vers l'extérieur. Mais ce mouvement, parce qu'il a vocation à défendre les droits sociaux de toutes et tous, doit également pouvoir se tourner vers d'autres lieux. C'est le sens du #OccuponsPartout qui a fleuri sur les réseaux. Autour de l'Odéon, mais également à Rouen par exemple, des délégations de syndicalistes, de travailleurEs mobilisés ou non viennent s'adresser aux occupantEs.

Ces derniers jours, le mouvement tente de s'organiser, de se regrouper et de se coordonner, notamment grâce à l'organisation d'une large réunion Zoom depuis les occupations. Une AG nationale des lieux occupés en somme. Espérons et gageons que cette structuration pourra, dans les jours qui viennent, prendre corps au travers d'un appel, et même d'une journée de mobilisation nationale. L'enthousiasme et la dynamique de ce mouvement portent des revendications unifiantes dans cette période de crise : contre la précarité et le chômage, pour l'accès aux droits sociaux de base pour tous et toutes, mais également pour le droit à vivre de son travail dans des conditions sanitaires satisfaisantes, le droit de décider collectivement et démocratiquement de nos vies, le droit à une vie sociale et politique... Mais également le droit de faire revenir un peu de joie et de beauté dans la lutte !

Manon Boltansky

« MONDE D'APRÈS »

Économie : ça repart comme avant ?

On se souvient des déclarations et appels qui avaient fleuri au 1^{er} semestre 2020 sur les impasses du modèle de croissance. Tout cela, comme c'était prévisible, est bien oublié aujourd'hui, et la principale préoccupation des dirigeants des différents États est la remise en marche des économies sur une route quasi-identique à celle d'avant la pandémie, alors même que celle-ci n'est pas terminée et pourrait connaître de nouveaux rebondissements.

Les marchés financiers ont retrouvé les niveaux d'avant-crise et certains les ont même dépassés. En France, le CAC 40 a quasiment retrouvé le sommet atteint en février 2020 : une « convalescence » éclair alors qu'elle avait été beaucoup plus lente (12 ans) après le choc de 2007-2008. Certes, ces évolutions sont en partie artificielles. Les cours sur les marchés financiers continuent d'être dopés par les monceaux de liquidités

déversées par les banques centrales en direction des banques commerciales, et indirectement vers les grandes entreprises et des États.

Inégale « reprise »

Néanmoins, les prévisions économiques annoncent un rebond plus ou moins marqué de l'économie mondiale, avec une croissance qui pourrait atteindre 5,6% en 2021 selon l'hypothèse moyenne de l'OCDE. C'est cependant très incertain. Si

la Chine, l'Inde et les États-Unis redémarreraient fortement, dans beaucoup de pays, ce scénario ne signifierait pas un effacement de la récession de 2020 : c'est en particulier le cas de la zone euro, de la Grande-Bretagne, du Japon, du Brésil, de l'Afrique du Sud... De plus, cette reprise sera inégale : l'industrie aéronautique, l'automobile, le tourisme, etc., auront encore une année difficile. Et, mais ce n'est pas la préoccupation première des

dirigeants, les ravages sociaux de la crise resteront élevés : chômage (en partie masqué dans certains pays par le découragement de travailleurEs qui renoncent à chercher des emplois inexistantes ou encore plus précaires qu'avant la crise), explosion des inégalités (les milliardaires sont de plus en plus riches comme le montrent toutes les données internationales) et plongeon d'une partie de la jeunesse (déscolarisation, courses aux emplois précaires, etc.). Quant au coût écologique, il sera comme avant considérable !

5,7 millions d'inscritEs à Pôle emploi

En France, après la récession de 2020 (-8,2% pour le PIB), l'OCDE s'attend à une croissance de 5,9%. La situation de l'industrie est très diverse : chimie et pharmacie produisent plus qu'au début de 2019 (+25% pour la

Un monde à changer

NICOLAS N'EST PAS UN «JOJO AVEC UN GILET JAUNE». Toutes les affaires judiciaires auxquelles est mêlé à des degrés divers Nicolas Sarkozy ont un fort parfum d'argent. *Le Monde* en a recensé dix. Tout récemment (le 1^{er} mars), il a été condamné à trois ans de prison, dont un ferme, dans l'affaire dite des «écoutes», qui vient elle-même après les soupçons liés à la «générosité» de la milliardaire Liliane Bettencourt, héritière de L'Oréal, dont auraient pu profiter les finances de la droite et du futur candidat à la présidentielle (dans cette affaire, Nicolas Sarkozy a bénéficié d'un non-lieu). Le 17 mars doit s'ouvrir le procès Bygmalion – soupçons de fausses factures au cours de la campagne de 2012, établies pour masquer un dépassement de 20,5 millions d'euros du seuil maximal (fixé à 22,5 millions d'euros). L'affaire des fonds libyens lors de la campagne électorale de 2007 montre quant à elle des connexions dont les conséquences ont été dramatiques. On ne peut pas préjuger des suites que l'appareil judiciaire donnera à ces affaires. D'autant que Sarkozy, contrairement à un «Jojo avec un gilet jaune» (selon l'expression méprisante de Macron), que l'on peut condamner sans problème, a les moyens de mobiliser des avocats prompts à dénoncer tout ce qui pourrait passer pour des inégalités de procédure. Il a aussi table ouverte dans les grands médias souvent réceptifs à ses dénonciations des «juges politisés». Ce qui provoque du mécontentement dans certaines rédactions,

ainsi celle du *Parisien* a annoncé, le 2 mars, se «*désolidariser*» de l'éditorial écrit par son directeur, qui dénonçait la «*sévérité accrue*» et l'«*intransigeance implacable*» des juges.

On sait qu'après la condamnation, Darmanin a ouvertement exprimé sa solidarité avec Sarkozy. Plus gravement, ce dernier a bénéficié de multiples reprises des faveurs et de la sollicitude d'Emmanuel Macron, qui n'a pas hésité à en faire son ambassadeur personnel dans plusieurs pays étrangers pour des événements officiels. Tout cela n'est en fait pas nouveau et va au-delà de la personne de Sarkozy. Dans un discours prononcé le 8 février 1893, Jean Jaurès dénonçait déjà ce type de comportement des politiciens et le rattachait au système capitaliste lui-même : «*... dans l'ordre social actuel, avec le tour nouveau qu'ont pris les entreprises et les affaires, le divorce grandissant de la propriété et du travail, il est impossible de discerner sûrement l'honnêteté et la malhonnêteté, l'entreprise loyale de l'escroquerie ; c'est que nous assistons à une sorte de décomposition sociale [...], il ne suffit pas d'apporter de vagues protestations d'honnêteté [...], ce n'est pas là un étroit procès instruit contre quelques hommes entre les murs étroits d'un prétoire ; c'est le procès de l'ordre social finissant qui est commencé, et nous sommes ici pour y substituer un ordre social plus juste.*»

«**C**ontrôles au faciès et harcèlement policier dans les quartiers : la police étouffe les jeunes, la justice étouffe les affaires. Et viennent les lois punitives de sécurité globale et contre le prétendu séparatisme. Chacun chez soi, les moutons seront bien gardés : de moins en moins de droits pour circuler, se rassembler, manifester. Frontières fermées aux migrantEs, des milliers de mortEs, hommes, femmes, enfants, noyéEs en mer, asphyxiéEs dans des camions, tuéEs sur les routes, dans la rue.» Les premières lignes de l'appel de la Marche des Solidarités à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme et les violences policières (20 mars) résumant malheureusement la situation : à l'heure où la pandémie continue de se diffuser et où la faillite sanitaire du gouvernement est devenue une évidence pour touTEs, nos libertés sont malmenées, les violences policières se multiplient avec l'assentiment du pouvoir, et le racisme d'État se développe chaque jour un peu plus, y compris dans des textes de loi, le tout sur fond d'une crise sociale de plus en plus tragique.

«Pour la levée de toutes les mesures liberticides et discriminatoires»

Les lois «séparatisme» et «sécurité globale» sont toujours en discussion au Parlement, et toujours aussi menaçantes : restriction des libertés publiques, discriminations contre les musulmanEs, blanc-seing donné

20 ET 21 MARS MobiliséEs contre le racisme et pour les libertés

Le week-end des 20 et 21 mars sera l'occasion de nombreuses mobilisations contre le racisme en défense des libertés : au côté des sans-papiers, contre les violences policières, en opposition aux lois «séparatisme» et «sécurité globale».



PHOTO THÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

aux forces de police. Les migrantEs sont refoulés, maltraités, traqués, les sans-papierEs toujours privés des droits les plus élémentaires, et le Rassemblement national se frotte les mains, trop heureux de la «stratégie» de Macron consistant à préparer un tête-à-tête avec Le Pen pour la présidentielle de 2022... en allant chasser sur son terrain. Mais il n'y a aucune fatalité ! Au cours de l'année qui vient de s'écouler, et au milieu de la morosité ambiante induite par la pandémie

et ses conséquences sanitaires et sociales, de grandes mobilisations ont eu lieu : contre le racisme et les violences policières, à l'appel notamment du Comité Adama ; au côté des sans-papiers, avec la Marche des Solidarités ; contre les lois «séparatisme» et «sécurité globale», à l'initiative de divers collectifs unitaires. Le rejet des politiques racistes et liberticides est profond et, s'il ne trouve pas toujours les moyens de s'exprimer, nul doute qu'il est toujours

bien présent dans la population, entre autres et notamment dans la jeunesse, en première ligne des mobilisations de l'année dernière. Le week-end des 20 et 21 mars sera l'occasion de le rappeler, et de poser de nouveaux jalons pour une mobilisation globale contre le racisme et en défense des libertés. Il est à ce titre significatif qu'une dizaine d'organisations et partis de gauche – dont le NPA – aient signé ensemble une déclaration affirmant leur opposition à l'offensive raciste et liberticide et leur intention «*d'œuvrer à la mobilisation citoyenne la plus large possible pour la levée de toutes les mesures liberticides et discriminatoires.*» De multiples initiatives auront lieu les 20 et 21 mars dans de nombreuses villes, et le NPA en sera partie prenante. Il importe toutefois d'être attentifs au fait que ce foisonnement ne renforce pas les logiques de dispersion : face à un pouvoir dont l'autoritarisme et le racisme semblent chaque semaine plus prononcés, c'est une réponse collective, tout à la fois massive et déterminée, qu'il s'agit de construire.

Julien Salingue

pharmacie en janvier 2021 par rapport à février 2020) ce qui n'empêche pas les patrons de supprimer des emplois comme chez Sanofi. En moyenne, la production industrielle de janvier 2021 est inférieure de 3% à son niveau d'un an auparavant. Du côté du chômage, 5,7 millions de personnes étaient inscrites à Pôle emploi au 4^e trimestre 2020, dont 3,7 millions n'avaient aucun travail même à temps très partiel. Près de 50% des demandeurEs d'emploi sont inscrits depuis un an ou plus ce qui montre une fois encore qu'il ne suffit pas de «traverser la rue» pour trouver un travail. C'est le chômage des moins de 25 ans qui a le plus progressé : les jeunes ont à la fois de plus en plus de difficulté à trouver un emploi et sont particulièrement touchés par les suppressions d'emplois touchant l'intérim et les CDD. Tout cela n'empêche pas Macron de ne

pas vouloir renoncer à sa réforme de l'assurance-chômage dont la seule logique est de faire des économies sur le dos des chômeurEs. Pour les travailleurEs et les chômeurEs, la réalité de cette «reprise» capitaliste est loin d'être brillante. D'autant que sur le front de la pandémie, la situation reste grave en Europe et dans d'autres pays avec une troisième vague qui s'annonce. Les grandes entreprises, soit prospèrent, soit tirent leur épingle du jeu grâce aux aides d'État. Le Monopoly des restructurations et fusions a repris. Les plans de licenciements fleurissent. Et les contradictions structurelles du capitalisme du 21^e siècle perdurent : océan de dettes des entreprises et des États qui pourrait conduire à une crise financière et faiblesse des gains de productivité. Ce dernier aspect signifie que pour maintenir les taux de profit, les



PHOTO THÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

capitalistes n'ont d'autre carte que la hausse du taux d'exploitation par la compression des salaires et les suppressions d'emplois quelle

qu'en soit la forme. Reprise ou pas, le capitalisme mine les conditions de vie de la majorité de la population.

Henri Wilno

Le chiffre

44%

Selon les chiffres publiés lundi 15 mars par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, les ventes d'armes de la France, troisième exportateur mondial, ont progressé de 44% pour la période 2016-2020 en comparaison avec les cinq années précédentes. Dans un monde de plus en plus abimé par les dégâts du capitalisme, les marchands de canons ne connaissent pas la crise.



Agenda

Les Agoras de l'Odéon, Paris. Tous les jours à 14h, devant le théâtre, M^o Odéon.

Jeudi 18 mars, rassemblement SNCF en soutien aux grévistes de l'Infrapole, Paris. À 14h, sur le parvis de la Gare du Nord.

Vendredi 19 mars, journée de mobilisation pour le climat.

Samedi 20 mars, marche des solidarités, Paris. À 14h, Luxembourg (RER B).

Samedi 20 mars, village des droits et des libertés, Quimper (29). Place Saint-Corentin, de 10 heures à 16 heures.

Dimanche 21 mars, mobilisation nationale contre la loi «séparatisme». À Paris, manifestation place du Châtelet à 13h.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauanticapitaliste.org

NO COMMENT

Est-ce que cette cérémonie a été utile au cinéma français ? Je crois qu'elle n'a pas été utile au cinéma français. Le côté meeting politique de cette affaire a nui au cinéma français.

ROSELYNE BACHELOT à propos des Césars, RTL, 16 mars 2021

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BOLIVIE Putschistes en prison sur fond d'élections

Cinq mois après la victoire électorale écrasante de Luis Arce à la présidence de la République, la présidente du gouvernement « intérimaire », Jeanine Añez, a été arrêtée et mise en détention préventive le 14 mars 2021 pour délits de « terrorisme, sédition et conspiration dans le cadre du coup d'État de novembre 2019 ». Avec elle sont aussi incarcérés l'ancien ministre de la Justice Alvaro Coimbre et celui de l'Énergie, Rodrigo Guzmán.

La peine attendue par le ministre de la Justice est de 30 ans de prison car, outre ces accusations sur l'organisation du coup d'État, il y a aussi une exigence de justice pour les victimes des massacres de Senkata et Sacaba perpétrés par les forces de répression en toute impunité dès les premières semaines de la prise de pouvoir des putschistes.

« Socialisme modéré » ?

Cette fermeté judiciaire s'accompagne d'une réorientation politique définie par le nouveau président comme un « socialisme modéré ». La principale mesure sociale mise en œuvre dès sa prise de fonction a été l'annonce du nouveau *Bon contre la faim*, destiné aux quatre millions de personnes les plus pauvres du pays. En même temps, dans le contexte de crise économique aggravée par la pandémie de Covid-19, il n'y aura aucune pause dans l'exploitation du sous-sol. Bien au contraire, l'exploitation du lithium est largement relancée, tandis que les investissements dans les secteurs de l'énergie fossile restent la pierre angulaire du modèle de développement en Bolivie. Quand Luis Arce déclare « ne pas vouloir répéter les erreurs du passé », ce n'est pas qu'une simple formule. Cela correspond principalement à l'émergence de débats au sein du MAS, débats largement étouffés sous la présidence d'Evo Morales. Or, depuis l'exil de ce dernier et malgré son aura, la lutte contre le gouvernement Añez a été portée par de nouvelles figures du MAS. Outre cette question de personnes, s'est véritablement enclenché depuis un an un double débat. D'abord sur la place des mouvements sociaux au sein du MAS, ce qui pose la question de la démocratie interne ; et aussi sur l'orientation politique. De retour d'exil, Morales a repris la direction du MAS, mais les choses ont changé pour lui.

Échec relatif du MAS aux élections locales

C'est dans ce contexte que se sont déroulées, le 7 mars 2021, les élections « sous-nationales » (gouverneurs, maires des communes et autorités départementales et locales). Et la désignation des candidatures du MAS a été parfois problématique. Eva Copa, sénatrice du MAS qui fait partie de ces nouvelles personnalités qui ont émergé pendant l'intermède putschiste, était candidate à la mairie d'El Alto, bénéficiant du soutien des militantEs locaux du MAS. Morales a refusé cette candidature, ce qui a provoqué une levée de boucliers chez les militantEs. Exclue du parti, Eva Copa a été contrainte de se présenter sous un autre sigle, et a été élue au premier tour avec 68,7% des voix, le candidat du MAS s'effondrant à 18%. Il y a eu les mêmes mouvements de contestation du dirigisme d'Evo Morales pour la désignation des candidatEs à Potosi, Santa Cruz, Cochabamba, etc. Ainsi, alors qu'en 2015, lors des dernières élections similaires, le MAS avait gagné haut la main, en remportant notamment six gouverneurs sur neuf, le 7 mars 2021, au soir du premier tour, le MAS a gagné trois départements et n'est pas en ballottage spécialement favorable dans trois autres pour le second tour du 11 avril.

Dans un tel contexte, le peuple bolivien, qui a su se mobiliser malgré la répression contre le gouvernement d'Añez, montre qu'il ne donne aucun chèque en blanc à qui que ce soit. Si Arce a été élu, il le doit au rejet des politiques menées par le gouvernement Añez. Le MAS a donc de nombreux défis à relever et avec la crise sociale et sanitaire sous Covid-19, il n'est pas certain que la population se satisfasse d'une politique de rénovation et d'ouverture qui la soumette encore plus au marché mondial, dont les représentants politiques ont soutenu sans aucun état d'âme le putsch de 2019, notamment l'Union européenne, les USA et l'Organisation des États américains (OEA).

Patrick Guillaudat

ÉTATS-UNIS Le plan de soutien de Biden ouvre-t-il une nouvelle ère de réforme ?

Le Congrès des États-Unis a adopté le plan de soutien (ARP) de 1900 milliards de dollars du président Joseph Biden, destiné à s'attaquer au double problème de la pandémie de coronavirus et de la crise économique.

Non seulement c'est la plus grande mesure de soutien de ce type de l'histoire du pays, mais certains des programmes du projet de loi pourraient sortir des millions de personnes de la pauvreté. Le projet de loi a été adopté par les deux chambres du Congrès mais tous les élus républicains ont voté contre, même si, selon les sondages, 70% des États-UnienEs soutiennent le plan, dont 45% des républicains. Aujourd'hui, à travers tout le spectre politique, les gens se demandent : est-ce la fin de l'austérité néolibérale ? Est-ce le début d'une nouvelle ère de réforme américaine ? Cela représente-t-il le début d'un véritable État-providence social-démocrate pour l'Amérique ? L'ARP prévoit des milliards pour faire face à la pandémie, soulager les chômeurEs et les travailleurEs, aider les États et les gouvernements locaux et soutenir diverses activités, des restaurants aux compagnies aériennes. Il est prévu des fonds pour la garde d'enfants, l'éducation, un élargissement des possibilités d'accès abordable aux soins de santé, y compris la santé mentale, un développement des programmes alimentaires, un soutien au logement et une aide pour les sans-abri, ainsi qu'une aide aux transports en commun. Si la fonction première du programme est de réduire les effets de la crise, beaucoup de gens pensent qu'il mènera à des programmes permanents qui représenteraient la troisième grande réforme sociale du pays au cours des 100 dernières années.



WIKIMEDIA COMMONS

Dans les pas de Roosevelt et Johnson ?

La première ère moderne de réforme sociale aux États-Unis a eu lieu dans les années 1930, lorsque le président Roosevelt a mis en œuvre la législation sur le New Deal. Au plus profond de la Grande Dépression, alors que le chômage atteignait 25%, des programmes d'emplois pour des millions de personnes ont été créés. Plus importantes encore, la loi nationale sur les relations de travail (NLRA), qui pour la première fois, a donné aux travailleurEs le droit de s'organiser en syndicats, d'accéder à des conventions collectives, de participer à des mouvements de grève, et la loi sur la sécurité sociale qui a créé des allocations gouvernementales pour les retraitéEs et les familles. Ces deux réformes ont représenté la forme étatsunienne de l'État-providence, une version moins complète que celle que l'Europe créerait plus tard.

Le New Deal a établi la norme pour une réforme structurelle significative en Amérique.

Trente ans plus tard, dans les années 1960, l'administration démocrate de Lyndon B. Johnson a mis en place les réformes de la « Grande Société ». Johnson a poussé le Congrès à adopter les lois sur les droits civils et le droit de vote, qui ont mis fin à la privation de droits des Afro-américains dite Jim Crow et à la ségrégation dans le Sud. Il a également mis en place trois dispositifs importants : Medicare, l'assurance maladie nationale pour les personnes de plus de 65 ans ; Medicaid, l'assistance sanitaire pour les personnes à faibles revenus et le programme de bons alimentaires d'assistance à l'alimentation. Dans le cadre de la « guerre contre la pauvreté », Johnson a également créé un système de gestion de programmes d'aides à l'emploi, à l'éducation et aux programmes

communautaires. Le républicain Ronald Reagan a démantelé une grande partie des programmes de la « Grande Société » dans les années 1980 et le néolibéralisme et l'austérité ont suivi (notamment sous la présidence du Démocrate Clinton).

Pas de réformes structurelles

Aujourd'hui, les Démocrates affirment que l'ARP de Biden continue le travail de Roosevelt et Johnson et qu'il transformera l'Amérique. Pourtant, si ces mesures sont indispensables, aucune ne commence à transformer les structures fondamentales du capitalisme américain, un système qui génère une économie et une société parmi les plus inégalitaires au monde. Les programmes ARP sont loin d'être à la hauteur de tout État-providence social-démocrate. Nous n'avons toujours pas de système de santé national, nous avons relativement peu de logements sociaux et un système d'éducation public défaillant. L'ARP de Biden suggère cependant que face aux multiples crises de notre société, l'austérité néolibérale est quelque peu atténuée.

Avec l'ARP, Biden a peut-être unifié des Démocrates et des Républicains ainsi que de nombreux travailleurs pour soutenir l'action gouvernementale, mais passivement en l'absence d'un mouvement ouvrier actif. Ce programme n'inclut aucun contrôle du capital, ni de réglementation, ni de socialisation. Les réformes de Biden sont bien loin de la société socialiste démocratique dont nous avons besoin pour résoudre nos problèmes, et qui ne pourrait être construite que par un mouvement ouvrier mobilisé qui entreprendrait de socialiser la finance et l'industrie.

Dan la Botz, traduction Henri Wilno

8 MARS Un rendez-vous féministe internationaliste

Le 8 mars a confirmé la force du mouvement féministe actuel à l'échelle internationale.

Contrairement à l'année passée où le 8 mars était un dimanche, il s'agissait cette année de mobiliser sur un jour de grève du travail salarié. Et c'est plutôt une réussite malgré ou peut-être à cause de l'épidémie de coronavirus.

Argentine, Grèce, Algérie, Inde...

En Argentine, les mobilisations ont été très importantes dans la foulée de la victoire pour la légalisation de l'avortement. En Équateur, au Paraguay, au Venezuela, au Brésil aussi, avec notamment des problématiques fortes liées aux conséquences de l'épidémie. Au Mexique, la dénonciation des violences et des féminicides a donné lieu à plusieurs actions spectaculaires en plus des manifestations.

En Turquie, les femmes kurdes ont manifesté malgré l'intervention de la police, en particulier pour dénoncer la situation des femmes dans les prisons. À Istanbul, une immense marche de nuit a eu lieu et la répression ne s'est pas fait attendre avec l'arrestation de 13 femmes pour insulte contre Erdogan. La dénonciation des féminicides et leur invisibilisation ont été notamment au cœur de la mobilisation.

En Algérie, dans un contexte de regain du Hirak, des centaines de femmes étaient dans la rue pour



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

réclamer, entre autres, l'abrogation du code de la famille. Les militantes féministes présentes dans les manifestations du vendredi, les mères des disparuEs de la guerre civile étaient visibles. Et là encore, on retrouvait la condamnation des féminicides. Des manifestations ont aussi eu lieu dans d'autres villes, notamment en Kabylie.

En Inde, les femmes ont rejoint massivement la mobilisation en cours aux abords de New Delhi. Si elles jouent un rôle indispensable dans la logistique du mouvement paysan, elles y prennent également toute leur place parce que ce secteur s'est fortement féminisé ces dernières décennies. C'est donc aussi une lutte des femmes contre les inégalités, pour

leur droit au travail et notamment dans l'agriculture de subsistance. Si la manifestation madrilène était interdite, de nombreux rassemblements ont eu lieu dans les autres villes de l'État espagnol. Du fait de la pandémie, la mobilisation est en retrait par rapport aux années précédentes qui avaient connu des manifestations extrêmement massives dans le cadre d'appels à la grève suivis par des millions de personnes. Cependant le mouvement féministe reste très fort et organisé et n'est pas pour rien dans la perspective de la mise en place d'une nouvelle loi pionnière sur le consentement. En Grèce, une vague de dénonciation des violences sexuelles et sexistes similaire au mouvement #metoo

a renforcé les manifestations de ce 8 mars. En Belgique, en Allemagne, en Suisse... des manifestations ont eu lieu également.

À l'ordre du jour : coordination et extension

Ce 8 mars a une nouvelle fois confirmé plusieurs éléments. Tout d'abord la force du mouvement féministe à travers le monde entier dans une concomitance spectaculaire. Les mots d'ordre sont variés suivant les situations locales mais les questions économiques y prennent une place importante, en particulier à cause des conséquences de la pandémie qui pèsent en tout premier lieu sur les femmes. Enfin, la lutte contre les violences et la dénonciation des féminicides est également un axe partagé par toutes les mobilisations. La coordination de nos luttes et leur extension est à l'ordre du jour. L'initiative des femmes zapatistes qui viennent « visiter les cinq continents » et qui seront en Europe durant l'été peut être une occasion de renforcer les liens, tout comme l'initiative du 5 juin à Nice « Toutes aux frontières », pour dénoncer les politiques antimigrantEs en Europe et construire la solidarité avec touTEs les migrantEs. À l'échelle internationale, les luttes féministes allument le feu de nos résistances : unissons nos forces pour mettre fin à l'ordre capitaliste et patriarcal partout dans le monde !

Elsa Collonges

Malgré cette victoire pour l'opposition démocratique, il demeure sous contrôle judiciaire et n'a reçu aucune garantie sur les conditions d'un procès indépendant du régime, et de nombreux et nombreuses militantEs d'opposition demeurent emprisonnés dans les geôles du régime.

Puissantes manifestations

Ousmane Sonko s'est vu retirer son immunité parlementaire par une assemblée largement acquise au parti présidentiel, suite à une accusation de viol par une salariée d'un salon de massage – qui a porté plainte contre X. Cette accusation, qui n'a pas encore été instruite ni jugée, est instrumentalisée par le régime et largement perçue dans le pays comme une manœuvre visant à empêcher Ousmane Sonko de participer à la vie politique de son pays. Sans se prononcer en aucune manière sur le fond de cette accusation de viol qui doit être instruite et jugée par un tribunal indépendant du régime, les droits civiques de M. Sonko doivent être garantis face à un régime qui ignore depuis longtemps l'indépendance de la justice.

La large mobilisation en soutien à Ousmane Sonko a fait émerger un cadre unitaire, le Mouvement de défense de la démocratie (M2D), qui regroupe, au-delà du PASTEF, des partis et organisations comme les Forces démocratiques du Sénégal (FDS), Y'en a Marre et FRAPP-France Dégage. Les revendications communes portent sur la libération des prisonniers politiques et le droit de manifester, dans un contexte de répression violente ayant déjà causé au moins une quinzaine de morts d'après l'opposition. La force et l'unité du M2D ont été démontrées par

SÉNÉGAL Défense de la démocratie, enjeux sociaux et politiques

L'opposant politique sénégalais Ousmane Sonko, porte-parole du PASTEF (Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), député et candidat à la présidentielle de février 2019, a été libéré de garde à vue le 8 mars par le régime autoritaire et pro-impérialiste de Macky Sall, sous la pression de manifestations massives.



les puissantes manifestations des dernières semaines. Ces manifestations ont en outre exprimé la colère de la population sénégalaise, qui souffre doublement de la crise sanitaire et économique. Une colère qui porte également contre l'impérialisme français, comme le montrent les attaques contre des grandes enseignes françaises : Auchan, Total, Eiffage... Face à cette situation dramatique, la principale préoccupation de Macky Sall semble bien être de préparer d'ores et déjà l'élection présidentielle de 2024, lors de laquelle il envisage de briguer un troisième mandat, malgré la limitation à deux mandats inscrite dans la Constitution sénégalaise.

Nécessité d'une alternative

En complet décalage avec les préoccupations du peuple sénégalais, cette politique de pouvoir personnel s'appuie d'ores et déjà sur des éléments dictatoriaux, comme, tout récemment, l'engagement de forces de répression en civil, tirant à balles réelles sur les manifestations. Macky Sall peut également compter sur la complicité de l'État français, qui soutient le régime en place. La situation n'est pas sans rappeler la fin du deuxième mandat d'Abdoulaye Wade, qui avait vu naître le mouvement M23 contre sa tentative de briguer un troisième mandat. Macky Sall a encore plusieurs années devant lui pour préparer son passage en force, ce qu'il

commence déjà à faire en neutralisant successivement toutes ses opposantEs. C'est pourquoi aujourd'hui, pour ses opposantEs les plus conséquents, doit se poser la question de revendiquer sa démission et la tenue d'une élection présidentielle anticipée. Il incombe au M2D de proposer non seulement une défense des libertés politiques, mais un programme politique d'ensemble, conforme aux intérêts de la population. Ce serait le meilleur moyen de contrer les intrigues de Macky Sall, mais surtout, cela permettrait à l'opposition démocratique et anti-impérialiste de proposer une alternative politique au peuple sénégalais, pour que celui-ci se réapproprie les richesses de son pays et rompe avec le néocolonialisme et le diktat monétaire du Franc-CFA/Eco. Seule une telle rupture peut permettre au Sénégal de sortir de la crise sanitaire et économique sans imposer d'immenses sacrifices à ses habitantEs. La voie de la rupture avec le néocolonialisme passe aujourd'hui par la poursuite et l'approfondissement de la mobilisation, y compris en France où la responsabilité de l'État français doit aussi être dénoncée par les partis et syndicats français solidaires avec le peuple sénégalais.

Victor Müller

BRÉSIL À propos du retour de Lula sur la scène politique

La condamnation et l'emprisonnement de Lula, le 7 avril 2018, au mépris des règles de droit, ont été déterminants dans l'arrivée de Jair Bolsonaro au Palais présidentiel. La décision d'annuler les condamnations pour corruption, qui doit être confirmée en séance plénière du Tribunal suprême fédéral, a produit un bouleversement sur l'échiquier politique, car elle remet Lula sur le devant de la scène.

En 2018, malgré l'offensive réactionnaire, Lula était en tête dans les sondages pour la course à la présidence. Son emprisonnement, précédé et accompagné d'une campagne médiatique brutale et frénétique visant à criminaliser le Parti des travailleurs (PT) et la gauche dans son ensemble, a ouvert la porte à la montée en puissance de la candidature de Jair Bolsonaro. Au second tour des élections, l'ambiance créée par le Lava Jato [opération contre la corruption menée par la police fédérale et lancée en mars 2014, qui a mené à la condamnation de Lula] et la position de la bourgeoisie brésilienne permettent au capitaine fasciste d'être élu. Le juge qui avait condamné Lula lors d'un procès truqué est devenu le ministre de la Justice de Bolsonaro : il s'agit de Sergio Moro.

Soutien critique

Notre position contre les condamnations de Lula et pour la restitution de ses droits politiques découle d'un jugement étayé – confirmé par les preuves matérielles révélées par les échanges criminels entre Moro et les procureurs sur l'application Telegram – que le Lava Jato a toujours servi l'offensive réactionnaire de la classe dominante et de l'impérialisme étatsunien contre les masses laborieuses et la gauche brésilienne.

Cet avis n'efface pas les critiques de gauche qui doivent être faites à l'égard de Lula et du PT. L'option de former des gouvernements en alliance avec des secteurs de la bourgeoisie a fait des ravages, préservant un régime politique corrompu, contrôlé par la droite et excluant la capacité des mobilisations populaires de s'exprimer sur le plan politique. Le programme social-libéral appliqué par les gouvernements du PT, qui consistait à garantir des profits élevés aux grands capitalistes avec quelques concessions aux travailleurEs, sans réformes fondamentales, a maintenu la structure sociale et économique capitaliste, profondément inégalitaire. Le choix d'appliquer un plan d'ajustement libéral contre les travailleurs avec Joaquim Levy [ministre des Finances sous Dilma Rousseff], peu après la victoire de Dilma Rousseff sur Aécio Neves au second tour de l'élection présidentielle de 2014, a démoralisé la base sociale qui soutenait le gouvernement Dilma, laissant le PT incapable de faire face au coup d'État parlementaire qui se dessinait déjà.

Quelle stratégie pour Lula et le PT ?

Si la décision du juge Edson Fachin est confirmée par l'ensemble du tribunal, Lula et le PT reviendront en force au centre du débat politique national. Ce retour s'accompagnera d'une énorme responsabilité. Quelle sera la stratégie de Lula et du PT à partir de maintenant ? Parier sur la mobilisation et l'organisation des travailleurEs pour vaincre le gouvernement criminel de Bolsonaro ? Construire le projet d'un gouvernement de gauche, sans alliances avec la droite et la bourgeoisie, procéder à des changements structurels prenant appui sur le potentiel de la mobilisation populaire, la seule capable de neutraliser la réaction conservatrice ? Ou bien Lula et le PT vont-ils essayer de répéter les alliances avec des secteurs de la droite, pour plaire aux marchés financiers et être, une fois de plus, les otages de la bourgeoisie brésilienne profondément réactionnaire ? Nous pensons que le PSOL, force émergente de la gauche brésilienne, a tout à fait raison lorsqu'il affirme qu'il est nécessaire de lutter pour un gouvernement des travailleurs et travailleuses et des opprimés, sans alliances avec la droite et soutenu par la mobilisation du peuple, afin d'apporter des changements profonds au profit de la grande majorité de notre peuple.

Éditorial du site Esquerda Online, traduction À l'Encontre.

GRÈCE Les droits démocratiques violemment attaqués comme au « sale vieux temps » ?

Ces dernières semaines, poussé par ses échecs chaque jour plus évidents (manque de soignantEs, dette croissante...) et par de très fortes mobilisations contre sa politique (éducation, santé, environnement...), le gouvernement « orbanisé » de Mitsotakis a accentué sa politique répressive, avec la volonté manifeste d'en faire un axe central.

La défense des droits démocratiques relève de l'urgence, même si les grosses manifestations qui ont rempli la semaine écoulée n'oublient pas pour autant les revendications sociales. Face à une droite dont l'inspiration actuelle renvoie à la période de la junte (1967-1974), pour ne pas dire de la guerre civile (1945-1949), la lutte contre l'État policier est une priorité.

Trois luttes pour les droits

– On assiste à des luttes étudiantes massives contre la loi de privatisation et de répression, avec 20 millions budgétés pour créer un corps de 1000 policiers dans les facs ! La loi a été votée, mais manifs et occupations continuent. La police est intervenue violemment la semaine dernière à Salonique contre l'occupation de la présidence, déclenchant des manifs géantes, avec participation des enseignantEs. À Ioannina, la ministre de l'Éducation a carrément ordonné au président de la fac occupée d'appeler la police, ce qu'il a refusé ! Et partout dans le pays, on voit descendre des milliers



«De l'argent pour la santé et l'éducation, pas pour la répression et le terrorisme». Ef Syn

de jeunes dans les rues, contre la répression et pour le droit aux études ; – Mobilisations également, à l'appel d'organisations solidaires, en soutien aux droits du prisonnier politique Koufondinas qui après 65 jours, vient d'arrêter sa grève la faim ; – En partie en conséquence des deux mobilisations précédentes, portée entre autres par l'Initiative des juristes et des avocats, la défense des droits démocratiques a pris cette semaine une très forte

dimension, après que dimanche dernier, des habitantEs de Nea Smyrni, banlieue d'Athènes, se sont vu ordonner sans raison de quitter la place où jouaient leurs enfants, par des flics de Drasi, une unité de « voltigeurs » tristement célèbres pour leur violence... qui s'est ensuite déchaînée contre un jeune solidaire, battu et injurié (« On espère te voir crever, les gens comme toi et Koufondinas »...). Mais ce qui a suivi cet acte terroriste, ce n'est pas la peur, mais une immense colère populaire, qui a

culminé le mercredi où plus de 10 000 habitantEs ont manifesté dans la ville, avec plus tard des flics déchaînés frappant et arrêtant sans motif, sous les huées des gens aux balcons. Et alors que s'accumulent les témoignages de violences policières (« Venez, on va les tuer »), de menaces de viols, et la dénonciation d'une politique de terreur (depuis novembre, 839 interpellations, 376 arrestations, rappelle le journal *Ef Syn*), le week-end dernier ce sont des milliers de manifestantEs qui se sont rassemblés dans de nombreuses villes.

Même pas peur

Impressionnant : dans les manifs, on voit avant tout des milliers de jeunes crier « *Le terrorisme ne passera pas* ». C'est le fruit des années de luttes contre les nazis armés et protégés par la police, mais aussi le refus déterminé de la droite au pouvoir, ce que confirment les sondages. Le gouvernement est bousculé, ses mensonges et sa manipulation des médias apparaissent de plus en plus, c'est un premier pas très important. La suite dépendra bien sûr des capacités d'agir en front uni, cela se dessine un peu ici ou là, mais déjà le succès des rassemblements du week-end dernier dans des banlieues ouvrières (Elefsina, Egaleo...) est un indice de l'ampleur de la colère de classe !

A. Sartzekis

APPRENDRE DE LA PANDÉMIE POUR SAUVER LE CLIMAT

Vues comme séparées voire concurrentes, crise sanitaire et crise climatique plongent leurs racines dans la façon dont le capitalisme enferme l'humanité dans une relation de plus en plus destructrice avec la nature. Les mesures indispensables à une prévention efficace des pandémies – arrêt de la déforestation, fin de l'agriculture industrielle et de l'industrie de la viande, réduction massive des transports... – sont aussi efficaces pour lutter contre la perte de biodiversité et le bouleversement climatique, qui sont eux-mêmes en cause dans l'explosion des zoonoses. Le ralentissement de l'économie a réduit de manière importante les émissions de CO₂ (jusqu'à – 17% certains jours et entre 4,2 et 7,5% sur l'année 2020), mais ses modalités n'ont fait qu'aggraver la misère et les inégalités sociales, racistes et sexistes, comme les inégalités Nord-Sud. Il n'a pas empêché l'année 2020 d'être la plus chaude jamais enregistrée (malgré le refroidissement dû à La Niña et à égalité avec 2016 réchauffée elle par El Niño) avec 1,25°C au-dessus de la période pré-industrielle. Surtout il n'aura qu'un effet « insignifiant » (selon le Programme des Nations unies pour l'Environnement) et ne réduit pas la concentration de CO₂ dans l'atmosphère qui est le résultat cumulé des émissions passées et présentes. En augmentation de 45% au cours des 30 dernières années, elle est aujourd'hui supérieure de 50% par rapport aux niveaux préindustriels et sera bientôt supérieure à ceux du Pliocène (– 2,6 à – 5,3 millions d'années), alors qu'il n'y avait pas de calotte glaciaire permanente dans l'hémisphère Nord et que le niveau des océans était 25 mètres plus élevé qu'aujourd'hui. Les catastrophes sont déjà là – fonte de la banquise, canicules exceptionnelles, ouragans, inondations, méga-feux – mais le pire est à venir et le bouleversement de nos vies par la pandémie n'en est qu'un maigre aperçu. Il n'y a pas le temps pour des demi-mesures, il faut agir immédiatement et radicalement pour la justice sociale et climatique.

Dossier réalisé par la Commission nationale écologie



COP26: ENJEUX ET PIÈGES

La COP26 devait se tenir fin 2020. Repoussée pour cause de pandémie, elle aura lieu fin novembre 2021 à Glasgow.

A en croire les discours officiels, cette conférence s'annoncerait sous les meilleurs auspices. Les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre – États-Unis, Union européenne et Chine – se déclarent tous d'accord pour viser la neutralité carbone, en 2050 pour les deux premiers, et en 2060 pour la Chine. On n'en finirait pas d'aligner les bonnes nouvelles : Joe Biden signe le retour des États-Unis dans l'accord de Paris, Xi Jinping déclare que la Chine va commencer à faire baisser les émissions de CO₂ avant 2030, l'Union européenne va relever de 40% à 55% son objectif de réduction en 2030... Le changement de ton est notable après les échecs de la COP24 à Katowice et de la COP25 à Madrid, bloquées par les gouvernements



WIKIMEDIA COMMONS

climato-négationnistes états-uniens, chinois, brésilien, australien, saoudien...

Au-delà des belles déclarations

Une belle unanimité, ou presque, se fait pour appeler les États à « revoir à la hausse leurs

ambitions » à l'occasion de la COP26. Impossible effectivement d'ignorer le gouffre qui existe entre, d'une part, l'objectif fixé lors de la COP21 en 2015 à Paris de « maintenir le réchauffement bien au-dessous de 2°C tout en continuant les efforts pour ne pas dépasser 1,5°C par rapport

à l'ère préindustrielle » et, d'autre part, les engagements actuels des États qui conduisent à un réchauffement de 3,3°C d'ici la fin du siècle.

Mais derrière les belles déclarations, se cachent toujours le cynisme des capitalistes et des gouvernements à leur service et l'absence de toute décision réelle et radicale pour sortir des énergies fossiles.

Selon le GIEC, le scénario qui donne 50% de chances de maintenir le réchauffement sous les 1,5°C sans BECCS (bioénergie avec capture-séquestration du CO₂) exige une baisse des émissions nettes dans le monde de 58% en 2030 par rapport à 2010, ce qui signifie au minimum une réduction de 65% dans l'Union européenne – soit 10 points de plus que l'objectif de 55% que l'UE est si fière d'afficher – et plus importante encore aux États-Unis.

Basculements irréversibles

La neutralité carbone en 2050 est une fausse bonne nouvelle, une arnaque impérialiste et périlleuse. Elle fait la part belle à toute sortes de fausses solutions dangereuses : du nucléaire, présenté comme énergie « décarbonée », à la géo-ingénierie. Elle mise sur

les technologies dites à émissions négatives comme la capture-séquestration du CO₂, prétendant retirer du carbone de l'air, pour mieux continuer à en émettre en poursuivant l'exploitation des énergies fossiles. Elle dissimule aussi le déploiement d'un néocolonialisme vert qui tourne le dos à la reconnaissance des responsabilités communes au travers de différents mécanismes de compensation qui accaparent forêts et autres ressources naturelles, au détriment des pays du Sud et de leurs peuples. Tout miser sur 2050, c'est refuser d'agir dès maintenant, c'est décider délibérément de laisser les gaz à effet de serre s'accumuler et réchauffer le climat. Pire, cette échéance éloignée laisse d'ici là la porte ouverte à un « dépassement temporaire » des 1,5°C, compensé par un plus qu'hypothétique refroidissement. Quand bien même ce refroidissement serait possible, ce qui est loin d'être garanti tant les méthodes envisagées sont hasardeuses, un tel pari fait fi des basculements irréversibles qui risquent d'être causés par le dépassement temporaire. Le GIEC situe par exemple le point de bascule de la calotte glaciaire du Groenland

entre 1,5 et 2°C, si celui-ci est franchi aucun refroidissement à posteriori ne permettra de revenir en arrière.

« La solution ne peut venir que des luttes des peuples »

Le blocage explicite des climato-négationnistes perd du terrain. Il s'agit désormais moins de nier le changement climatique et ses dangers que de prétendre le combattre tout en continuant le pillage et la destruction capitaliste. Les conférences et autres négociations internationales restent préemptées par les grands groupes financiers et industriels et dominées par les impératifs capitalistes et impérialistes. On ne peut en attendre ni l'adoption de mesures à la hauteur de l'urgence ni le respect de la justice sociale et climatique à l'égard des pays du Sud et de leurs peuples. Comme le disait Greta Thunberg lors de la COP25 en 2019 : « La solution ne viendra pas de ces négociations, elle ne peut venir que des luttes des peuples ». La COP26 doit être l'occasion de défier les dirigeants, de les discréditer en mettant à nu leurs mensonges, de les déstabiliser politiquement par la puissance de nos mobilisations.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET VAGUES DE FROID

Les études scientifiques convergent : c'est bien le dérèglement climatique qui serait à l'origine de la vague de froid qui a sévi sur une partie de l'Amérique du Nord.

La neige et la glace ont paralysé des États qui subissent des vagues de froid depuis plusieurs années. On garde en mémoire les récentes images sidérantes du Texas, le plus touché, habitué aux températures douces l'hiver, qui a affronté les -12°C.

Dérèglement des courants océaniques

En cause : des modifications des courants marins dans l'Atlantique nord, en particulier un affaiblissement et un ralentissement du Gulf Stream qui, à lui seul, peut transporter jusqu'à 80 mille tonnes d'eau par seconde. Ce puissant courant océanique fait remonter des masses d'eau chaude salée

de l'Amérique centrale vers le nord de l'Europe, qu'il libère au fur et à mesure, assurant ainsi un climat tempéré à l'Europe de l'Ouest. Puis, il repart vers l'hémisphère Sud, chargé d'eau froide. Mais la fonte des glaciers du Groenland et de la banquise, qui déverse des quantités d'eau douce, perturbe la circulation des courants océaniques : l'eau douce, de plus faible densité, a plus de mal à plonger en profondeur, et ralentit le courant : les eaux chaudes de surface se refroidissent et perdent de leur pouvoir « réchauffant » sur la côte Est des États-Unis. Quand une partie de ces États est sous la neige et la glace, l'Europe connaît des hivers plus doux, des vagues de froid plus

courtes, moins intenses, moins nombreuses.

On a donc un réchauffement général des océans, mais aussi un refroidissement des grands courants marins.

Des paradoxes dévoyés par les climato-sceptiques

Les climato-sceptiques, peu habitués à la pensée complexe, utilisent ces paradoxes apparents, confondant sciemment météo et climat. Si l'une étudie les phénomènes et conditions atmosphériques sur des périodes courtes, l'autre renseigne sur les évolutions à long terme. Et là, les scientifiques sont formels : le climat se réchauffe sur la Terre, les phénomènes météo exceptionnels se multiplient.

DE LA CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT À LA LOI « CLIMAT ET RÉSILIENCE »

CHRONOLOGIE DE L'ÉCHEC D'UNE MANIPULATION

C'est pour tenter de dévoyer l'aspiration à une démocratie directe portée par le combat prolongé des Gilets jaunes que l'idée d'une assemblée de « citoyens ordinaires » tirés au sort avait été lancée par Macron au printemps 2019. L'objectif était de les faire plancher sur « l'urgence écologique dans un esprit de justice sociale », encadrés et coachés par des « experts » et par le président lui-même.

Alors que les Gilets jaunes clamaient *Fin du monde, fins de mois, même combat*, Macron pensait avoir trouvé le moyen de restaurer son image d'un pouvoir actif contre le dérèglement climatique.

La CCC au travail (octobre 2019 – juin 2020)

Face à la défiance générale vis-à-vis des institutions et des élus, le tirage au sort des membres de la Convention citoyenne pour le climat (CCC) était un vrai pari, prenant en compte, à cette étape, l'exigence de « l'écoute du terrain ». La CCC a ainsi travaillé neuf mois durant sur six weekends. Avec discussions en groupe, en plénière, avec des exposés d'experts, des auditions d'associations... avec aussi la présence régulière, appuyée, de ministres, de Macron lui-même, de grands entrepreneurs. Mais au total, dans un cadre très strict, un gros travail a été fourni dans l'objectif de « réduire les émissions nationales de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2030 ».

Les 150 propositions de la CCC (juin)

La CCC a remis ses propositions au moment où la pandémie s'étendait sur la planète. S'il est difficile de dégager une cohérence d'ensemble des propositions de niveaux et d'ampleur très variables, elles n'en sont pas moins pertinentes pour l'essentiel d'entre elles. Discutables sans doute, mais justement base de discussion possible. À noter l'absence importante du nucléaire, thématique censurée.

Projet de loi sur le climat (12 février 2021)

Dès l'exposé des motifs, les pendules sont remises à l'heure :



WIKIMEDIA COMMONS

cette loi sera « complémentaire du plan France Relance ». Deux exemples sont emblématiques de cette quadrature du cercle : atteindre les objectifs de 2030 puis décarbonation totale à l'horizon 2050... tout en relançant l'avion et la voiture. Dans les deux secteurs, des milliards sont offerts aux constructeurs, les suppressions massives d'emplois sont programmées et les propositions de la CCC sont piétinées. La taxe de 4% sur les dividendes, les 110 km/h sur autoroute et la suppression des lignes intérieures, hop, à la poubelle ! Et tout le reste du projet est à l'avenant : des propositions sont reprises très partiellement, de manière très différée, sans contrainte avec le prétexte que « l'écologie punitive, c'est contre-productif » !

La Convention sanctionne le projet de loi (26-28 février)

En produisant par visioconférence leur évaluation du travail parlementaire de reprise de leurs propositions, 119 citoyenEs ont créé un événement. Ils et elles ont

collé une note de 3,3/10 au pouvoir. Un cinglant désaveu pour LREM. L'opération d'enfumage a lamentablement échoué : le mépris, les propositions ignorées, rejetées, dénaturées, ça suffit ! La Convention a beaucoup appris, et vite semble-t-il. C'est tout le sens de cette évaluation/sanction et de l'appel lancé à une marche pour une vraie loi climat, le 28 mars, veille de l'entrée du texte de loi à l'Assemblée nationale. Une très bonne nouvelle pour toutes celles et ceux qui souhaitent de toute urgence une réelle rupture écologique.

Vers un référendum ?

La marge de manœuvre du gouvernement, déjà reconnu coupable d'inaction climatique, se réduit beaucoup. La tenue d'un référendum sur la base de ce projet de loi d'ores et déjà disqualifié serait à haut risque pour lui. C'est le moment de relancer les mobilisations pour la justice sociale et climatique et de développer les propositions écosocialistes.

DÉFORESTATION, AGRO-INDUSTRIE, EXTRACTIVISME CONTRE BOLSONARO ET CONSORTS, AUX CÔTÉS DES PEUPLES AUTOCHTONES!

L'Amazonie, grande comme 10 fois la France, s'étend sur neuf pays, dont 60% au Brésil. Aujourd'hui, la moitié des 22 millions d'Amérindiens d'Amazonie, représentant 300 peuples et parlant 200 langues, vit dans des villes. Nous sommes au côtés des peuples indigènes, en solidarité avec eux en tant que peuples opprimés bien sûr, mais aussi parce que tous les peuples de la planète ont beaucoup à apprendre d'eux pour trouver ensemble une issue à cette crise généralisée.

La Conquête au 16^e siècle a décimé 90% des 8 à 10 millions d'autochtones. La fin du 19^e avec le boom du caoutchouc a été effroyable pour les populations et la forêt. Toutes ces dernières décennies ont été marquées par une exploitation et une déforestation systématiques. Routes et barrages ont ainsi rendu possibles l'agriculture et l'élevage industriel intensif : soja et bœuf, agro-carburant, huile de palme et bois, mines, forages, orpaillage et mégafeux composent désormais un cocktail d'apocalypse.

CPI de La Haye: Raoni contre Bolsonaro

Cette démesure dans la fuite en avant capitaliste a été démultipliée par Bolsonaro avec une brutalité sans retenue vis-à-vis des Amérindiens, allant jusqu'à l'assassinat de caciques et de militantEs. Dès son arrivée au pouvoir, il avait prévenu sans détour : « Les cavaleries brésiliennes auraient dû faire comme



WIKIMEDIA COMMONS

aux États-Unis pour en finir avec les indigènes. » Fin janvier dernier, le chef Raoni a porté la lutte devant la Cour pénale internationale avec l'idée de donner ainsi la juste dimension planétaire à la défense de l'Amazonie.

Apprendre des peuples autochtones

Plus grand puits de carbone au monde, créant un régime de pluies vital pour tout le cône sud du

continent, formidable réserve de biodiversité malgré les destructions infligées, l'Amazonie doit devenir zone à défendre. Notre solidarité avec les peuples indigènes doit s'exercer avec la claire conscience de nos impasses. Nous avons fort à apprendre : tout particulièrement la « convivialité distante avec les habitants non-humains de la forêt »¹.

1 – Stéphen Rostain (archéologue), *le Un*, 17 juillet 2019.

UNE VAGUE MONDIALE DE MOBILISATIONS

Dans un contexte d'hypocrisie et d'inefficacité des pays impérialistes (dont la France) pour répondre aux urgences climatiques, se développent des résistances anticapitalistes pour le vivant sur les cinq continents.

En Inde, le mouvement paysan lutte depuis l'été dernier pour l'abrogation de lois libéralisant l'activité au profit du secteur agro-industriel et au détriment de pratiques traditionnelles et alternatives¹. En Amérique du Sud, la cosmologie indigène se trouve à la pointe des luttes écosociales contre les multinationales, sans parvenir à infléchir l'idéologie extractiviste pour le moment. Et ce même quand des gouvernements « progressistes » parviennent au pouvoir. L'interdépendance des États à rentes pétrolières a mis fin à l'initiative publique du gouvernement équatorien de Rafael Correa Yasuni-ITT consistant à laisser le pétrole sous terre. La diversité humaine et biologique est également combattue par l'actuel président brésilien, dont la politique économique ultralibérale conjugue exploitation irresponsable du poumon planétaire (la forêt amazonienne) et racisme décomplexé à l'encontre des populations indigènes et marrons : les grands travaux d'équipement, l'extraction minière et le foncier urbain rendent indésirables les habitantEs de ces lieux.

Une nouvelle génération

En Afrique subsaharienne, l'environnement est malmené par l'emprise néocoloniale extractiviste, en particulier des anciennes puissances comme la France... mais aussi de pays « émergents » issus du continent comme l'Afrique du Sud, et par la corruption et la

connivence des gouvernements locaux. Les résistances écoféministes et des jeunes pour le climat sont exemplaires dans ce contexte. En Europe, les frustrations liées aux COP des années 2000 ont conduit à la fondation de nouvelles organisations : Ende Gelände (Allemagne) et Extinction Rebellion (Royaume-Uni). La pensée critique, féministe et post-coloniale, irrigue ces nouveaux mouvements et est très présente au sein des différentes Zones à défendre (ZAD) luttant contre les Grands projets inutiles. En parallèle se développe le réseau Ville en transition, mettant à l'honneur les principes de permaculture, d'entraide, de résilience, de décroissance...

Une nouvelle génération est née avec les grèves scolaires appelées par Fridays for Future/Youth for Climate. Le mouvement des Gilets jaunes aspirant à une relocalisation du politique a popularisé le slogan *Fin du monde, fins de mois, même combat*. Avec les 34 mesures pour un plan de sortie de crise de « Plus jamais ça » une alliance inédite se réalise entre les organisations syndicales et les associations et ONG écologistes.

Mobilisation !

Dès maintenant, il s'agit de se saisir des différents appels : Youth for climate (19-20 mars), appel de membres de la CCC à se mobiliser « pour une vraie loi climat », soutenu et de nombreuses organisations (28 mars), mobilisations contre la réintoxication du monde (17 avril).

En prévision de la COP26, il s'agit de construire un mouvement international puissant, de renforcer les jonctions entre les peuples, en particulier autochtones, la jeunesse et le mouvement ouvrier.

Dans ce mouvement, les écosocialistes défendent l'arrêt des productions et transports inutiles et la démocratie partout et à tous les niveaux pour œuvrer à une redéfinition des besoins généraux compatibles avec le bien commun ; les luttes locales contre les Grands projets inutiles et pour les alternatives² ; les désinvestissements massifs pour décarboner l'économie ; la rupture avec le néocolonialisme repeint en vert et la Françafrique ; des investissements sans précédent dans des emplois et des services publics pour la transition ; la rupture des traités européens et accords de libre échange. Contre l'engrenage du libéralisme autoritaire et écocide, faisons front commun pour un élan écosocialiste reflétant les angoisses d'un monde qui se meurt – une situation à laquelle ne peut répondre le logiciel capitaliste de profit à court terme – mais où naissent aussi les aspirations profondes des peuples qui « au creux des lits, font des rêves », ceux d'habiter un monde juste et accueillant.

1 – Voir Sushovan Dhar, « Inde : le mouvement des paysans est un contre-feu face au déplacement à droite de la société, à l'extrême droite au pouvoir », *fourth.international*, 27 janvier 2021.

2 – Laury-Anne Cholez, « La carte des luttes contre les grands projets inutiles », *Reporterre*, 17 juin 2020.

PLATEFORMES Une belle journée de grève pour les livreurs nantais

À Nantes, c'est l'entrée en vigueur de l'interdiction du centre-ville par la mairie (PS, ÉLV, PCF) aux scooters thermiques, outil de travail principal des livreurEs, qui a mis le feu aux poudres et amorcé un mouvement de grève d'une centaine de livreurEs.

Après une première journée de grève lundi 8 mars et une pluie d'amendes et de harcèlement policier toute la semaine, ils se décident pour convaincre les collègues au McDo principal de la ville de cesser le travail.



Contre les plateformes et contre la mairie

Une cinquantaine sont présents en Assemblée générale en plein air ce vendredi 12 mars, toutes plateformes confondues, sous le regard d'une trentaine de soutiens et de quelques journalistes. À coups de milliers de tracts, d'appels au mégaphone et de pancartes, chacun cherche à convaincre les non-grévistes de cesser le travail. L'arrêté municipal est la goutte d'eau qui fait déborder un vase rempli d'amendes, de sueur et d'épuisement. C'est réussi, un premier McDo, puis un deuxième, ferment la prise de commandes, et de nouveaux livreurs se joignent à la bagarre. Tout ce beau monde traverse alors le centre-ville en scandant « Livreurs ! En colère ! » et en présentant leurs revendications. Soutien unanime aux livreurEs de la part des riverainEs, le cortège rejoint le théâtre Graslin, occupé par les intermittentEs du spectacle.

Reçus par de chaleureux applaudissements sur un petit air de convergence des luttes, les livreurEs dénoncent haut et fort les rémunérations scandaleuses, les géolocalisations des plateformes et l'impossibilité de travailler avec l'arrêté municipal. L'adjoint au maire (PCF) venu pour « rassurer » les mobilisés de Graslin et « soutenir » la culture, se trouve bien chahuté et repart aussitôt, honteux d'avoir été mis en défaut.

À 18 heures, rebelote ! Les livreurEs main dans la main parviennent à fermer les livraisons dans une trentaine de restaurants. Cette bonne journée gonfle le moral, le combat continue, contre les plateformes et contre la mairie.

Correspondant

ÉCOLOGIE Mobilisation à Nantes pour dire stop au nucléaire civil et militaire !

Dix ans après Fukushima, dans le cadre de la mobilisation nationale en solidarité avec les victimes du nucléaire, la manifestation qui s'est déroulée samedi 13 mars à Nantes a rassemblé environ 300 personnes.

Le couvre-feu avait notamment rendu difficile la perspective d'un rassemblement plus large au niveau régional.

Pollution permanente

Nantes n'a pas été choisie au hasard : la Loire subit une pollution permanente, cinq centrales de l'Ouest sont autorisées à rejeter des radioéléments dans l'eau de la Loire, en particulier du tritium.

Plus d'une trentaine d'associations, organisations syndicales et politiques

appelaient à s'opposer à la mise en service de l'EPR de Flamanville, à la construction de nouveaux réacteurs, à la prolongation du fonctionnement des centrales nucléaires et plus largement à l'arrêt du nucléaire civil et militaire.

Des militantEs anticapitalistes tourangeaux, Rennais et nantais étaient présentEs à cette initiative. Une action symbolique dénonçant l'enfouissement des déchets a été suivie d'un défilé, dans le vent et en fanfare.

Sandra Cormier



HÔPITAL Elle est où la « rupture » ?

Le mardi 9 mars, la barre des 1000 malades atteints du Covid-19 hospitalisés en soins critiques en Île-de-France était franchie. Le palier de 1127 lits disponibles retenu par l'agence régionale de santé (ARS) sera dépassé dans quelques jours. L'ARS a ordonné la déprogrammation de 40 % des activités médicales et chirurgicales, et déjà des malades sont transférés hors Île-de-France. Les effectifs « libérés », épuisés par cette crise sans fin et les engagements non tenus, pourront-ils faire face ?

Depuis maintenant un an, l'hôpital est au cœur de la tourmente pandémique. Il y a eu quelques accalmies. Ont-elles été mises à profit pour restaurer et consolider le seul recours qui vaille pour préserver la santé de la population, en l'absence d'un service public de proximité et d'une politique de prévention efficace (traçage et isolement, vaccination) ? Le constat est sans appel, l'hôpital est en danger et les annonces récentes le concernant sont un véritable écran de fumée jeté sur la réalité. À vouloir préserver l'économie capitaliste sans se donner les moyens d'endiguer l'épidémie, Macron et son équipe ont tout faux !

Décisions de rupture ?

Les milliards promis s'égrèneront pour relancer l'investissement, restaurer les capacités de financement... Un plan sur 10 ans qui ne s'attaque pas à la racine de ce qui fait vaciller l'hôpital. L'austérité budgétaire, le mode de financement par la « tarification à l'activité » et sa « gouvernance » aux mains de la haute administration, loin de celles et ceux qui assurent au quotidien les missions du service public de santé, ne sont pas remis en cause. Tout le contraire de ce que Macron affirmait il y a un an. Le « Ségur » de la santé a montré que les promesses n'étaient que du vent. La revalorisation des salaires n'a été que de 183 euros au lieu des 300 revendiqués, et encore pas pour touTEs, mais surtout rien n'a été fait pour pallier, ni immédiatement ni dans le futur, le problème principal : le manque de personnel. Au contraire, les restructurations et suppressions de postes se poursuivent. L'annonce de l'augmentation du nombre de



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

lits de réanimation est restée lettre morte faute de personnel disponible et formé.

Aujourd'hui, la saturation des réanimations et les déprogrammations privent des dizaines de milliers de personnes d'accès aux soins, de diagnostics de pathologies graves, sans oublier les soins

psychiatriques dont sont privés, notamment, les jeunes qui font les frais d'une politique que l'atteinte aux libertés n'embarrasse pas. Restent les victimes du virus dont les variants démultiplient la diffusion face à une campagne vaccinale désastreuse. Vaccination que certainEs veulent imposer de manière autoritaire et non par le débat et la conviction, aux hospitalierEs. Hier, c'étaient les applaudissements, aujourd'hui ils et elles sont traités de moins que rien et d'irresponsables. Cela permet de détourner l'attention de la réalité.

La casse continue

La réalité reste un hôpital public amputé des moyens de remplir ses missions. Loin d'être devenu attractif, l'hôpital voit les personnels le fuir.

En Île-de-France, l'AP-HP vient de confirmer la fusion des hôpitaux Bichat et Beaujon dans une mégastucture hospitalo-universitaire implantée à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis. Cette décision contre laquelle une mobilisation exceptionnelle, notamment le vœu exprimé par trois conseils municipaux dont celui de Paris, en faveur d'un moratoire, est restée sans effet. En effet, des lits seront fermés et il y aura du personnel en moins, dans un bassin de vie où la réponse aux besoins sanitaires de la population est déjà largement défaillante. À Tours, 360 lits seront fermés d'ici 2026. À Grenoble, en un an, 33 lits de réanimation et 37 lits de soins critiques en moins. 121 lits en moins à Lyon. À Nancy, depuis mars 2020, 78 lits fermés et 204 postes supprimés. Au CH d'Aix-en-Provence, depuis mars 2020, 65 lits ont été fermés. À Caen, est programmée, d'ici 2026, la suppression de 299 lits. À Reims, ce sera la fermeture de 184 lits. Une menace de fermeture pèse sur l'hôpital de Fourmies... Et ce ne sont là que quelques exemples qui soulignent la cause réelle du débordement des services de réanimation et la décision de déprogrammer à l'origine de la surmortalité déjà observée depuis le début de cette crise sanitaire.

Les résistances à cette politique existent, mais peinent à se coordonner. Des collectifs unitaires rassemblant hospitalierEs, syndicalistes, éluEs et habitantEs se mobilisent localement, et remportent au mieux des succès partiels. Pour la défense de l'hôpital public c'est à l'unification de toutes les forces qu'il faut travailler. Collectifs, organisations nationales, professionnelles, syndicales comme politiques se doivent de construire une mobilisation nationale, seule à même d'imposer une autre politique.

CorrespondantEs

TEMPS DE TRAVAIL -----

« Pas une minute de plus » à la Ville de Paris

Le mardi 9 mars était la 3^e journée de grève organisée autour du refus de l'augmentation du temps de travail des agents de la Ville de Paris. À l'appel d'une intersyndicale très large, un rassemblement devant le Conseil municipal a eu lieu. Avec près de 4000 grévistes recensés officiellement (sous-estimation chronique par l'administration), les collègues ont clairement exprimé leurs refus de travailler plus autour du slogan « Pas une minute de plus ».

Cette mobilisation est liée aux conséquences de la loi Fonction publique. Cela va conduire à la remise en cause de huit jours de congé (donc huit jours de travail

supplémentaires sans être payé plus) et va également amener la Ville de Paris à revoir l'ensemble des cycles de travail des agentEs de la municipalité en supprimant les « sujétions », c'est-à-dire des

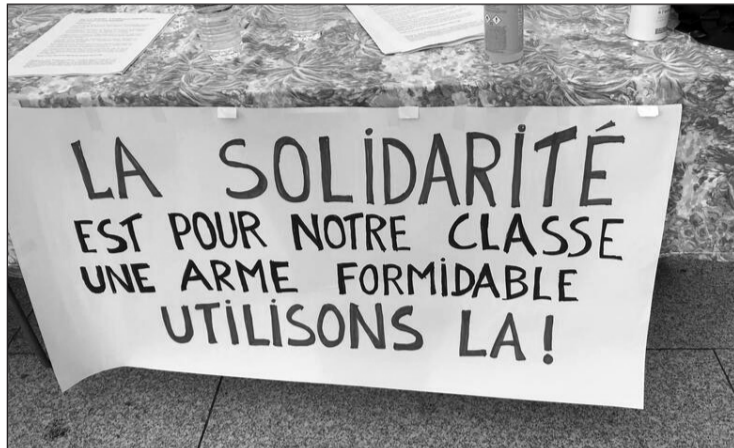
STRASBOURG Le Parquet fait appel contre notre camarade Tonio

Nous venons d'apprendre que le 18 février, jour où a été rendu le jugement concernant Tonio le relaxant des faits de violences commis à l'encontre d'un vigile le 30 janvier 2020, lors d'un meeting de Fontanel, maire sortant alors candidat à sa réélection, le parquet avait fait appel de la décision.

Tonio G. et le NPA Strasbourg n'ont cessé de dénoncer le procès politique dont il était victime. Pourquoi lui seul a-t-il été poursuivi ? Pourquoi aucun vigile n'a été inquiété par la justice ? Pourquoi les victimes des coups portés par les vigiles ont vu leurs plaintes classées ? Le procureur de la république n'aime pas perdre ? Serait-il mauvais joueur ?

Multiplication des atteintes aux libertés

Dans deux affaires précédentes opposant Alain H., militant du NPA aux « forces de l'ordre » et à Fontanel, le tribunal n'avait pas suivi les réquisitions du parquet et avait prononcé la relaxe. Une troisième relaxe, c'était donc insupportable pour l'accusateur public qui a suivi une fois de plus à la lettre le dossier monté par les flics.



Le NPA Strasbourg et ses militantEs opposés à la politique de Macron gênent, « troublent l'ordre public », dirait plus précisément la préfète de région qui, pour mémoire, avait en charge le dossier du barrage de Sivens... dont on sait comment il s'est dramatiquement terminé.

Briser les ailes des militantEs opposés à cette politique réactionnaire et attentatoire aux libertés est l'objectif poursuivi par le gouvernement. Pour cela, tous les moyens sont bons pour y parvenir : restreindre la liberté de manifester, manier la matraque, balancer des grenades

lacrymogènes, procéder à des gardes à vue préventives, poursuivre en justice les militantEs clairement ciblés, taper au portefeuille en verbalisant pour de prétendues violations des mesures de prévention covid. Sur ce point, beaucoup de camarades reçoivent des amendes sans avoir été verbalisés physiquement ! Tout est fait pour décourager l'organisation des manifestations et quiconque veut y participer. Le NPA 67 tient à remercier les camarades, les amiEs, les associations, les syndicats, les organisations politiques pour leurs nombreux messages de soutien et de leur solidarité à notre camarade. Nous ne baisserons pas les bras et appelons l'ensemble des militantEs et citoyenEs à rester mobilisé pour combattre les attaques gouvernementales présentes et à venir. Aujourd'hui, après d'autres, c'est le NPA qui est ciblé, demain ce seront d'autres... La solidarité est notre force. Continuons à l'utiliser et à la développer. Ne les laissons pas nous intimider.

CorrespondantEs

SAM ET BOSCH L'emploi attaqué dans toute une filière

En Aveyron, les suppressions d'emplois annoncées chez Bosch et dans l'usine de la SAM ont entraîné des premières ripostes. Limitées aux seules parties du nord du département, elles n'ont pas renversé le rapport des forces.

Plusieurs centaines de travailleurEs, surtout de la SAM et moins nombreux de Bosch, ont participé jeudi 11 mars à un rassemblement à Rodez devant le lieu où les représentants du gouvernement et de Renault rencontraient des délégués du personnel de la SAM. Tout au au long du rassemblement, une colère ouvrière s'est exprimée, attisée par un cordon de flics équipé de boucliers et casques – pratique peu fréquente à Rodez. Les seules banderoles de la CGT étaient visibles. Les autres syndicats de Bosch étaient absents, y compris Sud, l'ancien syndicat majoritaire, cela dans la continuité de leur absence d'appels à la lutte depuis l'annonce des suppressions d'emplois

« Bougé » de Renault

L'augmentation des commandes de Renault, avec 10 millions d'euros s'ajoutant aux 30 millions actuels, pourrait permettre de sauver 50 emplois, le nombre des suppressions d'emplois passant alors de 214 à 164 avec un effectif restant de 204 salariés. Loin du compte, ce « bougé » de Renault a été attribué par la CGT à la mobilisation des salariéEs.

La reprise du travail votée à l'unanimité pour le vendredi 12 mars ne sonne pas la fin de la séquence. L'usine est toujours en redressement judiciaire jusqu'au 10 juin. Et le groupe espagnol CIE Automotive va probablement user de sa position de seul repreneur encore en lice pour faire monter les enchères de la casse sociale.

Après quelques jours de « valorisation » du recul de Renault, la CGT de l'usine et du département appelle à nouveau à la mobilisation et à un rassemblement avec la population dimanche 21 mars devant l'usine de la SAM « pour que l'État actionnaire et Renault créent les conditions pour conforter les emplois ».

Des restructurations contre l'emploi

Les usines de la SAM et de Bosch fabriquent des pièces pour les moteurs des automobiles. Au-delà de la question du diesel, toutes les motorisations fondées sur le pétrole vont être bouleversées dans les vingt ans à venir. Préparant et devant ces changements, les firmes automobiles restructurent les usines selon les pays et les continents, jouant de la concurrence entre sites. Les fonderies automobiles, en amont de la fabrication des moteurs, sont au cœur des attaques comme le confirme la mise en vente des Fonderies de Bretagne par Renault.

La quête de repreneurs, usine par usine, est dans cette situation une impasse dérisoire. Objectif des mobilisations « touTEs ensemble » à construire : aux firmes automobiles et au gouvernement de garantir emploi et activités, en commençant par répartir le travail disponible entre toutes et tous. Et les victoires partielles qu'il est toujours possible de gagner ne pourront être que le résultat de mobilisations massives.

Correspondant Aveyron pour Blog NPA auto-critique

Erratum Des lecteurEs nous ont fait part d'une erreur contenue dans le texte publié la semaine dernière en hommage à Pierre Louis, signé par ses camarades de Renault Billancourt. Pierre ayant participé à la grève de mai 1968 en tant que représentant des intérimaires du CEA de Saclay, il n'était pas présent à Billancourt en 1968. Il ne participa que plus tard aux grèves de l'usine, dans les années 1970, exerçant les activités de technicien, militant à la CGT puis à la CFDT. Sur la participation des membres du syndicat CGT employés et techniciens ETDA, lire Henri et Clara Benoits, *l'Algérie au cœur: révolutionnaires et Internationalistes à Renault Billancourt*.

RÉCIT Mon 8 mars en dialyse

Un témoignage venu de Normandie...

Lundi 8 mars, c'était la journée internationale des droits des femmes... Et moi, qu'est ce que je pouvais bien faire ? De toutes façons, je devais passer ma journée à l'hôpital d'Elbeuf en salle de dialyse. Quand j'ai repensé à toutes les manifs féministes auxquelles j'ai participé, y compris à Paris avec Simone de Beauvoir, je me suis dit que je ne pouvais pas rester là, allongée sur mon lit d'hôpital, à ne rien faire.

« Revalorisation des métiers féminins »

Alors avant de partir, j'ai pris deux feutres, un rouge et un noir, une feuille de carton, et j'ai fait ma petite pancarte avec ces deux slogans « À travail égal salaire égal » et « Revalorisation des métiers féminins ».



Je suis donc arrivée dans la salle d'attente avec mon affichette sur la poitrine et, il faut bien le dire, j'ai eu un certain succès auprès des malades qui étaient là, qui ont

repris, approuvé et applaudi à ces slogans. Une réserve : un homme me dit : « Il y a des femmes qui gagnent plus que moi ». Ça nous a bien fait rire et quelqu'un lui a rétorqué : « Oui, Madame Lagarde gagne plus que nous » ! Les femmes qui travaillaient dans la salle de soins, infirmières et aide-soignantes, ont elles aussi marqué leur approbation, d'autant plus que le second slogan leur était particulièrement destiné. L'une d'entre elles a saisi l'affiche et l'a placée en hauteur sur une étagère pour que tout le monde puisse la voir, y compris le médecin qui passait par là, qu'elles ont interpellé et qui, lui aussi, a manifesté son approbation. Ce petit geste facile nous a permis lors de la séance suivante de poursuivre notre conversation sur la place des femmes dans la société, sur les luttes qui restent à mener.

Libertad Heliot

aménagement du temps de travail basés sur des critères de pénibilité. Cela va donc plus loin que le cadre imposé par la loi.

À droite toute

La Ville de Paris prétend devoir se plier à la sommation d'appliquer la loi qui est un recul social. Pourtant, les seules collectivités qui se sont empressées de mettre en œuvre cette loi sont les collectivités de droite. D'autres collectivités s'y opposent publiquement en entamant un bras de fer avec l'État. La maire « socialiste » de Paris met donc en place l'augmentation du temps de travail à l'heure où elle prétend vouloir représenter la gauche à la présidentielle...

À travers cette question de jours de congé se pose plus largement la question du temps de travail et de l'emploi. L'augmentation du temps de travail va faire

gagner l'équivalent de 2000 postes, donc autant d'embauches qui n'auront pas lieu. Avec la crise sanitaire et la crise sociale, la question qui devrait se poser est celle du partage du travail et donc de la réduction du temps de travail. C'est le seul moyen de répondre à la question du chômage de masse tout en créant des emplois statutaires, utiles à la collectivité, pour assurer un service public de qualité accessible à toute la population.

Contre la précarité

Cela pose également la question de la précarité, car aujourd'hui pour des économies budgétaires principalement, ce sont des milliers de précaires qui participent à assurer un service public. Le choix est donc fait de maintenir et développer la précarité qui risque par cette même loi de transformation de la

fonction publique de devenir la règle. La titularisation des précaires serait pourtant une mesure de justice sociale. Le temps de travail est aussi en lien avec l'écologie, tant il est vrai que la planète et ses débuts de convulsions (dont la pandémie) nous pressent de rejeter le modèle productiviste qui consiste à toujours travailler plus, produire plus, à mal consommer, gaspiller, à toujours courir, à perdre un temps de vie qu'on ne peut pas mettre dans sa poche ou sur un compte bancaire.

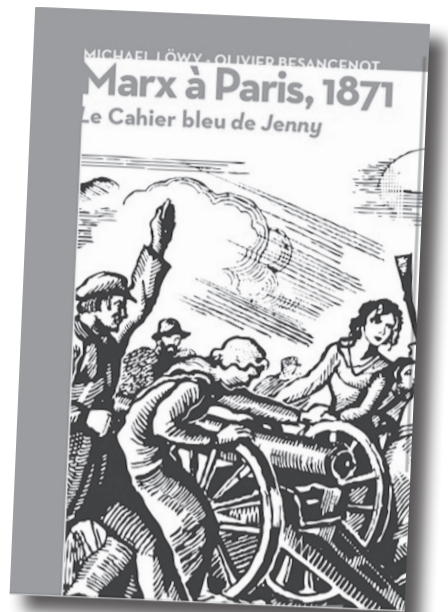
Alors que la crise sanitaire a démontré l'importance des services publics, la Ville de Paris compte continuer à démanteler les services et imposer la rigueur budgétaire. Augmentation du temps de travail, précarité : tout un programme pour Hidalgo à la présidentielle ?

Correspondants



150^e anniversaire de la Commune

« La Commune est une ode à l'émancipation, qui traverse le temps »



À l'occasion du 150^e anniversaire de la Commune de Paris, nos camarades Olivier Besancenot et Michael Löwy publient, au Merle moqueur, « Marx à Paris, 1871: le cahier bleu de Jenny ». Nous nous sommes entretenus à cette occasion avec **Olivier Besancenot**.

Pour ce livre, vous avez choisi un « format » assez original, puisqu'il s'agit d'une fiction politique narant une visite de Marx à Paris pendant la Commune. Pourquoi ce choix ?

Cela fait suite à une discussion avec Michael, et je crois que c'est Michael qui a eu l'idée en premier, avec l'objectif de faire quelque chose d'un peu décalé par rapport à ce qui s'est déjà fait et qui va se refaire à l'occasion du 150^e anniversaire de la Commune. En gros il s'agissait de trouver quelque chose de parlant, d'original, pour mettre en scène la réflexion de Marx sur la Commune de Paris. Nous avons donc imaginé ce voyage clandestin, improbable, de Marx, emmené par sa fille Jenny, au sein de la Commune elle-même, avec des rencontres avec quelques-unes de ses personnalités, pour mettre en situation la réflexion politique de Marx sur la Commune. C'est en fait remarquable de constater à quel point cette réflexion s'est faite à chaud. Une réflexion pertinente à chaud (l'Appel à l'Internationale, *la Guerre civile en France*), mais aussi un questionnement politique, stratégique, global. C'est une des grandes forces de Marx : être capable de comprendre que du jaillissement des événements eux-mêmes peut naître un processus d'émancipation qu'on n'a pas forcément imaginé sur le papier, dans des clubs de réflexion, ou même dans les bureaux de l'Internationale. Les écrits de Marx sur cette fameuse force d'émancipation enfin trouvée quand il parle de la Commune sont extrêmement avancés par rapport à toute une série de secteurs du mouvement ouvrier, du mouvement révolutionnaire, avec même des intonations parfois plus libertaires que celles de certains libertaires. Une réflexion sur l'émancipation, sur la confrontation à l'appareil d'État, sur la nécessité de construire des formes de souveraineté politique, démocratique...

Justement, pour le dire de manière très synthétique: ça a changé quoi pour Marx, la Commune ?

Je dirais que c'est l'idée qu'il ne suffit pas que l'appareil d'État change de mains, d'un point de vue des classes sociales, pour changer la nature de l'État, en ce qu'il est un système oppressant, un « boa constrictor », pour reprendre la formule de Marx, qui étouffe la société civile et la démocratie. Et donc qu'il faut l'éteindre, aller vers l'extinction



D.R.

de l'État, et que l'une des pistes possibles pour cette extinction, c'est la politique en actes de la Commune : révocabilité des élus, plafonnement de la rémunération des élus et des magistrats, etc. Toutes ces politiques concrètes remettant en cause le cœur de la bureaucratie qu'est l'appareil d'État. Et avec la Commune il y a une amorce d'extinction, qui n'a pas pu voir le jour du fait de la durée de la Commune, mais une amorce tout de même, et ça Marx l'a tout de suite compris, l'a tout de suite analysé. Et cela aura des répercussions sur les réflexions de Marx, sur les débats et la culture du mouvement ouvrier de manière générale. Marx suit tous les débats, ce qui se passe dans le monde, les situations sociales et politiques, et alors qu'il n'imaginait pas que l'insurrection viendrait de Paris, il va se plonger dans l'analyse de la Commune, immédiatement, alors qu'il est un peu pris de court et plongé alors dans une réflexion sur l'analyse du système capitaliste et de ses crises. Et ce qui est fort c'est de produire des analyses à la lumière de l'événement, de saisir la portée de l'événement.

Pour mettre en scène tout cela, vous imaginez donc des rencontres entre Marx et certaines personnalités de la Commune, à Paris, pendant l'insurrection. À la lecture on remarque une présence significative des femmes: Louise Michel, Élisabeth Dmitrieff, Nathalie Lemel, mais aussi bien sûr Jenny Marx qui accompagne son père. C'est une volonté de

votre part de souligner particulièrement le rôle des femmes dans le soulèvement parisien ?

Ça n'a pas été forcément théorisé et construit mais on s'est rendu compte, au fur et à mesure des personnages concrets auxquels on pensait, que les femmes ont joué un rôle central dans l'histoire sociale et politique de la Commune. C'est le cas dès le début du soulèvement, avec la protection des canons contre leur reprise potentielle par les Versaillais dans les rues de Montmartre, à l'appel du comité de vigilance des citoyennes de Montmartre, autour de Louise Michel notamment. Mais c'est aussi le rôle et la place prises par les femmes, contre l'air du temps de l'époque, parce que le machisme avait toute sa place, même au sein de l'Internationale, dans les différents clubs révolutionnaires. Un événement révolutionnaire tel que la Commune, mais cela vaut pour tous les événements révolutionnaires, est le jaillissement de phénomènes qui couvent dans la société depuis des mois et des mois, voire plus, ce qui était le cas à Paris avec notamment une multitude de clubs révolutionnaires dans lesquels les femmes se sont de plus en plus impliquées. On peut aussi penser au siège de Paris par les Prussiens, durant lequel Nathalie Lemel a été, avec la coopérative « La ménagère » et le restaurant « La Marmite » au centre de la solidarité et de l'entraide populaires, pour venir en aide à quasiment 10 000 Parisiens qui crevaient de faim. Donc l'Union des femmes, qui va se constituer dans l'œil du cyclone

de la Commune, est le produit de tout ce travail antérieur, et quand Élisabeth Dmitrieff [représentante de l'Internationale] arrive et participe à la fondation de l'Union des femmes, une grande partie de l'activité est déjà en cours, enracinée.

À propos d'Élisabeth Dmitrieff justement... C'est vrai que quand on pense aux « femmes de la Commune », c'est la figure de Louise Michel qui vient le plus souvent, en « oubliant » parfois, souvent même, Élisabeth Dmitrieff. Ce qui n'est pas le cas dans votre livre, où elle occupe une place importante, à la mesure de son rôle durant la Commune.

Moins connue que Louise Michel c'est vrai, et qui reste comme un nom qui évoque quelque chose mais on ne sait plus trop quoi. Or son nom, au-delà du combat féministe, de la lutte pour les droits des femmes au cœur de la Commune, avec l'Union des femmes, c'est aussi celui de l'autogestion. Élisabeth Dmitrieff et son action, c'est l'un des premiers exemples d'autogestion à cette échelle.

Dmitrieff influence autant qu'elle est le produit de la Commune. C'est une jeune Russe, immigrée, qui s'est entichée du roman *Que faire ?* de Tchernychevski. Un roman dont l'héroïne s'émancipe de son propre milieu fait de mariages arrangés et va s'inspirer des formes traditionnelles de mises en commun des biens et de la production existant dans certains localités de la paysannerie russe, ce que l'on appelle l'obchtchina, pour le transposer à des coopératives ouvrières.

Cette lecture va enflammer Élisabeth Dmitrieff, qui va s'émanciper de son milieu, se politiser notamment au côté des réfugiés politiques en Suisse, où elle va rencontrer les marxistes, puis se rendre à Londres et rencontrer Marx, discuter avec lui... Kristin Ross a parlé de tout ça dans *l'Imaginaire de la Commune*. Et à l'arrivée Marx l'apprécie, la considère, au point de l'envoyer comme son émissaire à Paris lors de la Commune, pour qu'elle y soit ses yeux et ses oreilles. Au bout de quelques jours elle se retrouvera à la tête de l'Union des femmes, au côté de Nathalie Lemel et d'autres, et son premier projet, qu'elle discute avec Léo Frankel, c'est de constituer des coopératives ouvrières autogérées, où les ouvrières se paient elles-mêmes, pour fabriquer par exemple les tissus pour les sacs de sable pour les remparts ou les uniformes de la Garde nationale. Donc Dmitrieff, c'est ça aussi, une expérience malheureusement elle aussi avortée du fait de la courte durée de la Commune.

Comment avez-vous choisi les différents personnages que Marx rencontre dans votre livre ? Avez-vous eu essayé d'avoir des critères pour donner une « vue d'ensemble » ou ces personnages se sont-ils imposés d'eux-mêmes ? On n'a pas fait de casting, on l'a fait d'instinct je crois. Comme à chaque fois qu'on écrit ensemble, on s'est partagé les chapitres Michael et moi, et puis les noms se sont imposés, se sont additionnés... La question qu'on s'est posée, car c'est la limite du

genre, c'est le risque de refaire une histoire de la Commune un peu trop « par en haut », avec des noms que l'on connaît déjà. Mais ce qui nous a guidés, c'étaient les écrits de Marx sur la Commune, donc on était obligés de suivre le fil des relations politiques que Marx avait, souvent à distance, à l'époque, et donc de le faire discuter avec ces personnalités.

Au total, un livre sur la Commune, sur la pensée de Marx, mais aussi un livre qui a vocation à dire des choses sur l'actualité ?

La Commune est une ode à l'émancipation, qui traverse le temps, et une bonne piqûre de rappel face à tous les travers bureaucratiques. C'est aussi un moyen de se ressourcer dans l'internationalisme. Car oui, la Commune est née d'un soulèvement populaire contre le siège, l'avancée des troupes de Bismarck, et de la volonté de gagner la guerre. Mais parmi les grandes figures de la Commune, comme chez les Communards anonymes, il y avait des milliers et des milliers d'exilés, souvent politiques, mais aussi économiques, prussiens, italiens, polonais, russes... La Commune a été un acte internationaliste. Et c'est aussi un moyen de se souvenir que notre histoire politique n'a pas commencé avec la révolution russe de 1917. Elle a des racines antérieures, et tous les débats qui ont irrigué le mouvement ouvrier international suite à l'écrasement de la Commune, en insistant notamment sur ce que les Communards n'avaient pas réussi à faire – s'emparer de la Banque de France, marcher sur Versailles, etc. – permettent de comprendre quelles étaient les obsessions politiques des Bolcheviks. On comprend mieux la fameuse danse dans la neige de Lénine le jour où la révolution russe a « tenu » un jour supplémentaire par rapport à la Commune.

À travers le temps, la Commune ce n'est pas seulement ses échecs, mais une source d'inspiration vivante, la première expérience d'émancipation et de pouvoir populaires, de pouvoir des exploités et des opprimés, avec toutes ses limites, mais qui parle au travers des décennies. Et on se rend bien compte que, 150 ans après, c'est une affaire non réglée avec les puissants : la Commune n'a toujours pas bonne presse dans la pensée dominante, et on voit à quel point la pensée versaillaise n'a pas disparu.

Propos recueillis par Julien Salinger

Roman

Un pays à l'aube, de Dennis Lehane

Dennis Lehane, interviewé en 2015, expliquait : « Quand j'ai commencé à rédiger *Un pays à l'aube*, je voulais me pencher sur cette période [1918-1920], et notamment sur les premiers mouvements syndicaux à Boston. Après cela, le livre m'a échappé... » Et c'est le moins que l'on puisse dire.

Roman-fleuve et volcanique

Lorsqu'un volcan explose, des torrents de lave s'échappent dans tous les sens ou non, fusionnent entre eux ou non, écrasent tout sur leur passage et donnent naissance à un monde nouveau, social ou non. Tel est le sujet de ce roman. Dennis Lehane est un auteur connu, deux de ses romans (*Mystic River* et *Shutter Island*) ont été adaptés avec succès au cinéma¹. Les studios Warner ont acquis depuis longtemps les droits pour ce *Pays à l'aube*² mais, à notre connaissance, n'ont pas encore vraiment trouvé un réalisateur de la trempe de Sergio Leone ou Scorsese pour se confronter à ce roman-fleuve. Du mouvement ouvrier révolutionnaire naissant aux débuts du sinistre Edgar Hoover (FBI) en passant par l'émergence de la conscience noire et... le base-ball : tel est le voyage dans lequel nous entraîne *Un pays à l'aube*.

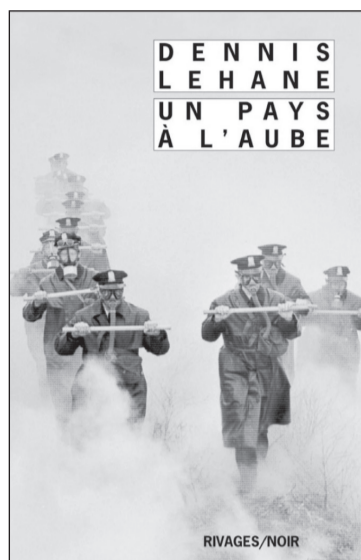
À la fin de la Première Guerre mondiale, les États-Unis et la ville de Boston sont à un tournant. L'épidémie de grippe frappe. Elle touche surtout violemment les soldats de retour et les quartiers populaires surpeuplés, mais n'épargne pas totalement les plus riches. Un Covid-19 multiplié par 10 en

quelque sorte. De retour d'Europe, les soldats entendent retrouver leurs emplois souvent occupés par des Noirs en leur absence. L'économie est ébranlée, le pays est endetté et l'inflation fait des ravages. La vie devient de plus en plus difficile pour les classes pauvres, en particulier dans les villes. Les luttes syndicales se développent ainsi que les groupes anarchistes et bolcheviques, et les premiers mouvements de défense de la cause noire. La bourgeoisie ancienne ou nouvelle (irlandaise principalement) a peur. Le roman s'ouvre par une rencontre, symbolique de l'ère nouvelle mais accidentelle, suite à un accident ferroviaire, entre une équipe professionnelle blanche de base-ball et des amateurs noirs. La vedette Babe Ruth (issu d'un orphelinat) est directement confronté aux talents de jeunes noirs dont un autre protagoniste du roman, Luther Laurence. Nous sommes en 1918, peut-être pas dans le sud profond mais les blancs ne peuvent pas perdre contre des noirs. Luther en restera écoeuré mais Babe Ruth, complice de la tricherie, en restera lui aussi profondément perturbé.

Le roman nous donne l'occasion de nous plonger dans les quartiers immigrés peuplés d'italiens ou de russes « Lett » et de militants influencés par les anarchistes ou par les dirigeants de la révolution russe. Lénine et Trotski, mais aussi Emma Goldman, sont plus ou moins « idolâtres » tandis que les militants US Jack (John) Reed

Vive la grève générale de la police!

Pendant ce temps, Danny Coughlin, jeune agent de police de Boston issu d'une famille de chefs policiers, rescapé d'un attentat à la bombe – et de la grippe – est chargé d'infiltrer les milieux « bolcheviks » alors qu'il est lui-même gagné par la fièvre égalitariste et révolutionnaire qui touche la ville et le pays.



La géographie des trois torrents de lave est posée, ils ont des origines et de nombreuses ramifications (famille, amour, mafia, partis et syndicats) tandis que la grande bourgeoisie commence vraiment à s'organiser pour lutter contre le complot judéo-bolchevique³, en fait la lutte pour la justice et l'égalité. Elle fonde la police fédérale centrale avec un jeune prometteur à sa tête Edgar Hoover. Ce dernier va jouer, avec un certain succès, la politique de la terre brûlée. Le roman nous donne l'occasion de nous plonger dans les quartiers immigrés peuplés d'italiens ou de russes « Lett » et de militants influencés par les anarchistes ou par les dirigeants de la révolution russe. Lénine et Trotski, mais aussi Emma Goldman, sont plus ou moins « idolâtres » tandis que les militants US Jack (John) Reed

ou Louis Fraina sont bien présents. L'AFL (American Federation of Labor) se renforce mais commence déjà à trahir. Etc.

La famille aisée et d'origine immigrée de Coughlin explose dans les contradictions sociales, religieuses et amoureuses. Luther se trouve constamment entre chute et rédemption grâce à l'émergence de la conscience noire. Babe Ruth, le joueur de base-ball, est lui aussi aspiré par les mouvements de société entre un capitalisme sauvage qui ravage l'environnement de la ville et la lutte des ouvriers. Un roman initialement prévu pour être noir ou policier se doit d'avoir un fil conducteur. L'inéluctable grève de la police joue ce rôle tel le volcan dont l'éruption est annoncée. Mais le rythme avant l'explosion finale ne faiblira pas un seul moment, quels que soient les sujets ou les contextes abordés. Quand on referme le livre, on pense inévitablement au Steinbeck des *Raisins de la colère* ou au Vassili Grossman de *Vie et destin*.

C'est peu dire qu'il faut lire ce livre avant que Hollywood ne lui trouve un réalisateur. Vous pardonnerez à l'auteur de nous traiter (enfin les bolcheviques américains) de bavards incorrigibles mais Trotski l'avait fait avant lui dans *Ma vie!*

Sylvain Chardon

1 – *Mystic River* a été adapté par Clint Eastwood et *Shutter Island* par Martin Scorsese. Deux chefs-d'œuvre cinématographiques à redécouvrir avant que notre volcan post-confinement/pandémie n'explose.
2 – Paru en 2009 aux USA sous le titre *The Given Day*.
3 – Sic. Et l'islamo-gauchisme n'existait pas encore, quoique...

Musique

The Sound Braka, de Stracho Temelkovski

1 CD chez Musika Songs / MDC / PIAS.

Il aurait pu continuer encore longtemps à nous impressionner par ses performances solo. Ce musicien grenoblois d'origine macédonienne, qu'on a vu guitariste dans d'autres autres vies, manie également toutes sortes d'instruments à cordes, de la mandole à la basse, et est aussi à l'aise aux percussions qu'au beatboxing. Le voir et l'entendre ainsi jouer de tous ces instruments en même temps a pu ainsi faire son petit effet à plus d'un œil ou d'une oreille. C'est que le virtuose n'a pas oublié (c'est assez rare, contrairement à nombre de « performeurs ») de soigner l'écriture de ses compositions.



À plusieurs

Celui qu'on a pu voir depuis quelque temps en duo avec le pianiste cubain Omar Sosa a, en parallèle, étoffé régulièrement l'équipe de musiciens qui accompagne son projet musical personnel. D'abord recrutés localement, ceux-ci se voient originaires de pays de plus en plus éloignés. De sorte qu'aujourd'hui, ce serait plutôt l'accordéon ou le piano qui feraient figure d'instruments exotiques au milieu du sitar, du guembri ou de la flûte ney... Cette première réalisation sous son seul nom voit ainsi à l'œuvre le groupe *The Sound Braka* (« Frères de son ») qui rassemble ici pas moins de 12 musiciens de pays différents. Pas une seule femme, cela pourrait être son seul défaut...

Son jazz oriental, en toute logique inspiré initialement des mélodies des Balkans, va quelquefois beaucoup plus loin à l'est, visite également la Méditerranée, et traverse sans hésiter l'Atlantique pour des clins d'œil amusés à l'Amérique latine. Le principe étant de nous faire voyager dans le plus de directions possible en compagnie d'une bande d'amis qui ne cesse de s'agrandir.

Le tout est le plus souvent acoustique, mais le sens des textures sonores de Stracho et son inséparable pratique du beatboxing apportent une couleur contemporaine qui fait sa marque de fabrique. Que les titres soient enjoués ou plus méditatifs, sont présents en fil conducteur – et presque proclamés comme une profession de foi – l'amitié et l'amour de la musique au-delà des frontières. Chaudement recommandé.

Benjamin Croizy

Essai

On a tous un ami noir, de François Gemenne

Fayard, 256 pages, 17 euros.

L'auteur, chercheur sur le climat et les migrations, déconstruit non sans humour nombre d'idées reçues sur les migrations. « Je suis Belge mais, parce que je suis blanc, on ne me considère jamais comme un étranger en France, contrairement à nombre d'enfants d'immigrés ou de citoyens français souvent considérés comme des étrangers en raison de leur couleur de peau ou de leur religion. »

« Victoire de l'extrême droite et du Front national »

Le débat sur les migrations est envahi de fausses perceptions, d'idées reçues et de mensonges. La réalité est que depuis 60 ans, à l'échelle du monde, seulement 3% de la population vit hors de son pays de naissance. Sans lien avec cette réalité, les migrations sont perçues comme un problème, voire comme un danger mortel : « Et c'est sans doute la plus belle victoire de l'extrême droite et du Front national que de l'avoir inscrite de cette manière dans l'inconscient collectif. » D'autant que, rappelle l'auteur, la gauche institutionnelle a contribué à construire ces préjugés, comme quand Rocard déclarait en 1989 : « La France ne



peut pas accueillir toute la misère du monde. »

Chiffres à l'appui, François Gemenne rappelle que non, ce n'est pas « toute la misère du monde » qui migre vers les pays riches, mais avant tout ceux qui en ont les moyens humains et matériels. Pour l'essentiel, « la misère du monde reste chez elle ». La fermeture des frontières défendue par tous les gouvernements ne signifie pas la fin des migrations, elle les rend plus dangereuses, plus

coûteuses et plus meurtrières. Elle ne fait qu'alimenter le commerce légal du sécuritaire comme celui, illégal, du « trafic de migrants », trafic le plus rentable au monde derrière les armes et les drogues... François Gemenne défend qu'au lieu de voir les migrations comme un problème à résoudre par la fermeture des frontières, il faut y voir

un processus inévitable à anticiper et à organiser. Car les migrations ne peuvent que s'amplifier à l'heure de la mondialisation, de l'explosion des inégalités et du changement climatique... Un livre qui réaffirme que la migration est à la fois « une évolution structurelle du monde et un droit fondamental. »

Bruno Bajou

La Brèche

Rencontre autour de « Pandémo-politique : réinventer la santé en commun »

Samedi 20 mars à 15 h 30 à la librairie la Brèche, 27, rue Taine Paris 12^e (M^o Daumesnil)

Avec Jean-Paul Gaudillière, Caroline Izambert et Pierre-André Juven, auteurs de *Pandémo-politique* : réinventer la santé en commun (La Découverte, 2021) Rencontre animée par Frank Prouhet, médecin et militant du NPA. La rencontre sera diffusée en live sur Facebook, Youtube et Twitter.



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie la-brèche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-brèche.com
contact@la-brèche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

La Libye ravagée par les seigneurs de guerre

C'est un anniversaire bien amer pour les Libyens, dix ans après la révolution qui a conduit à la chute de Kadhafi. Certains pourront contester le terme même de révolution. Pourtant il s'est bien agi d'un soulèvement populaire qui a mis à bas une dictature vieille de plus de 40 ans.



Kadhafi s'est maintenu au pouvoir par un savant calcul d'achat de la paix sociale grâce à la manne pétrolière, et d'une politique de soutien et de division entre les différentes tribus qui composent le pays. Ce pouvoir s'est aussi maintenu par une répression féroce contre tous ceux et toutes celles qui pouvaient être une menace réelle ou imaginaire pour le guide suprême.

Les mobilisations du « Printemps arabe » vont balayer Kadhafi même si les Libyens ont rapidement été dépossédés de leur révolution par l'intervention militaire de la France et la Grande-Bretagne soutenue par l'administration Obama. Une intervention qui a largement dépassé le vote de la résolution 1973 du conseil de sécurité de l'ONU. Elle prévoyait une protection des civils mais nullement un renversement du régime. Cela n'empêchera pas David Cameron et Nicolas Sarkozy, sur les bons conseils de Bernard-Henri Lévy, de s'imposer dans le processus révolutionnaire.

Avec son intervention en Libye, la France tentera de cacher des décennies de soutien aux dictatures arabes. On se souviendra de l'intervention de Michèle Alliot-Marie, ministre des Affaires étrangères qui proposait au dictateur tunisien Ben Ali, le savoir-faire de la France « pour régler des situations sécuritaires de ce type ».

Les milices s'installent en Libye

L'intervention des occidentaux a ouvert la voie aux autres interventions étrangères. Ces dernières vont se livrer une guerre par procuration en Libye via les milices.

Par deux fois les organisations islamistes vont perdre les élections, alors qu'ils considéraient que le pouvoir leur revenait du fait de leur longue opposition à Kadhafi. Peu à peu les divisions vont s'exacerber dans une violence fratricide et vont déboucher sur la création de deux pôles se disputant le pouvoir. Un à Tripoli avec Fayez el-Sarraj, issu du gouvernement d'accord national (GAN) reconnu par la communauté internationale. L'autre avec l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Khalifa Haftar, bras armé de la Chambre des représentants. Ces deux pôles sont loin d'être homogènes. Des deux côtés, des milices, islamistes ou non, se sont formées et ont quadrillé le pays. La plupart d'entre elles s'adonnent à des trafics. Certaines kidnappent, asservissent et torturent les migrantEs en tentant d'extorquer des rançons à leurs familles. Ce qui n'empêche nullement l'Union européenne de signer des accords pour bloquer ou renvoyer les migrants en Libye, se rendant complice de crimes contre l'humanité.

En avril 2019 Haftar va lancer une offensive contre Tripoli. Espérant une victoire rapide du fait des divisions dans le camp Fayez el-Sarraj, il va déchanter. En effet, la prise du pouvoir par les armes n'est pas une option possible car les interventions étrangères maintiennent l'équilibre des rapports de forces entre les deux camps.

Soutien et agenda extérieurs

Une des difficultés de la situation libyenne est l'ingérence de bon nombre de pays. La Turquie et le Qatar soutiennent le gouvernement de Tripoli de Fayez el-Sarraj où l'organisation des Frères musulmans, sous la bannière du Parti de la justice et de la construction (JCP), joue un rôle majeur. Les deux pays ont en commun une hostilité vis-à-vis de l'Arabie saoudite. La Turquie de Recep Tayyip Erdogan se verrait bien la remplacer dans le rôle de leader du monde musulman. Quant au Qatar, depuis plusieurs années,

il est proscrit par les pays du Golfe pour s'être émancipé de la dynastie saoudienne.

Erdogan veut profiter des formidables réserves d'or noir du pays. Ainsi il a signé plusieurs contrats de recherches pétrolière et gazière. Il a conclu un autre accord qui accroît la délimitation du plateau continental de son pays en Méditerranée.

L'ANL du maréchal Haftar est soutenue depuis le début par l'Égypte du maréchal Sissi. Les deux militaires sont favorables à des gouvernements autoritaires et partagent la même hostilité vis-à-vis des islamistes. Cependant le gouvernement égyptien a pris ses distances depuis quelque temps, notamment avec l'offensive militaire contre Fayez el-Sarraj. D'autres pays ont au côté de Haftar comme les monarchies pétrolières, en premier lieu l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Leur soutien vise à empêcher que les Frères musulmans s'emparent du pouvoir.

Enfin la Russie apporte une aide décisive à l'Armée nationale de Libye. Au-delà de la lutte contre l'islamisme politique, c'est pour les Russes un moyen de pénétrer la région méditerranéenne. À partir de la base syrienne de Khmeimim, la Russie a mis en place un véritable pont aérien fournissant armes et mercenaires (des centaines de mercenaires du groupe Wagner seraient présents sur le sol libyen).

La politique de la France

Les enjeux pour la France sont multiples et ne se confondent pas avec ceux de l'Union européenne. Déjà, lors du vote de la « résolution 1973 », l'Allemagne s'était abstenue. Plus récemment des désaccords importants ont surgi entre l'Italie, l'ancienne puissance coloniale, et la France. Les deux pays sont en compétition pour l'exploitation du pétrole reconnu pour être de bonne qualité et proche des centres de raffinage. De plus, la France, même si cela est à plus long terme, lorgne sur le marché que représente la reconstruction du pays. Les premières estimations s'élèvent à plus de 100 milliards de dollars US. La question sécuritaire suscite débats et divisions au sein de l'exécutif français. À l'époque de l'implantation de l'État Islamique dans la région de Syrte en juin 2014, l'armée et la DGSE poussaient à une seconde intervention en Libye contre l'avis du Quai d'Orsay. Le soutien à Haftar

est aussi source de divisions, selon la même fracture. Officiellement la France s'aligne sur la reconnaissance internationale du gouvernement de Tripoli. Elle veut aussi être un pays de médiation et affiche une « neutralité ». Mais l'armée n'a cessé de faire le forcing pour un soutien à Haftar, le considérant comme la seule solution pour stabiliser la Libye. Ce double jeu a d'ailleurs menacé la cohérence diplomatique tricolore lorsque trois agents du Service action de la DGSE ont été tués... dans un hélicoptère russe de l'armée d'Haftar.

Derniers développements

L'échec de l'offensive de l'Armée nationale de Libye a prouvé que seule une solution politique de paix est envisageable.

Le 21 août, de manière séparée, Fayez el-Sarraj, pour le gouvernement de Tripoli, et Aguila Salah Issa, président du parlement pro-Haftar, ont annoncé un cessez-le-feu immédiat et la préparation d'élections. Ce cessez-le-feu a été suivi en novembre dernier d'un forum à Tunis sous l'égide des Nations unies, prévoyant des élections le 24 décembre 2021. Des pourparlers se sont tenus pour installer un gouvernement provisoire en charge de ces élections. Contre toute attente,

la liste incluant Aguila Salah, le chef du Parlement et candidat de l'Est libyen, et Fathi Bachagha, le ministre de l'Intérieur, candidat au poste de Premier ministre, n'a pas été choisie par le Parlement. Ils avaient pourtant le soutien des principaux pays impliqués dans le conflit. Ce qui peut se comprendre comme une défiance des Libyens vis à vis du personnel politique actuel et une volonté de tourner la page. Même si le nouveau chef du gouvernement Abdel Hamid Dbeibah, un riche homme d'affaires, proche de Kadhafi, est loin, à juste titre, de faire l'unanimité. Il a été entériné par le Parlement, mais il devra surtout asseoir son autorité sur l'ensemble du pays...

Le peuple libyen a vu sa révolution confisquée par des élites soutenues par les différentes puissances étrangères. Un processus de pacification et d'unification ne pourra être viable que s'il émerge des populations. Des structures de lutte sont apparues dans différentes villes contre les coupures d'électricité, la pénurie d'essence et la flambée des prix. Ces mobilisations peuvent tracer la voie vers une alternative au bellicisme des milices, utilisées par les seigneurs de guerre qui règnent sur le pays.

Paul Martial

L'image de la semaine



Vu ailleurs

VIOLENCES POLICIÈRES, ÉPISODE 1528.

Plus de deux ans après les faits, la justice rouvre l'enquête sur l'affaire Maria, une jeune femme victime de violences policières en marge d'une manifestation à Marseille, à la suite de nouvelles informations, a-t-on appris jeudi auprès de la procureure Dominique Laurens. Il s'agit d'une information judiciaire pour « charges nouvelles », a précisé la procureure à l'AFP.

« Rien ne sera étouffé et les personnes qui doivent être auditionnées le seront », a-t-elle assuré au quotidien régional la Provence. La jeune Maria (prénom d'emprunt), 19 ans au moment des faits, a été rouée de coups par un groupe de policiers, dans une ruelle de Marseille en marge d'une manifestation de Gilets jaunes et d'une marche contre le logement insalubre auxquelles elle n'avait pas pris part en décembre 2018.

L'information judiciaire pour « violences volontaires aggravées et non assistance à personne en danger », s'était terminée par un non-lieu en décembre, mais un nouveau témoin direct est apparu depuis.

« C'est une nouvelle extraordinaire, pour Maria et pour la manifestation de la vérité », a réagi auprès de l'AFP l'avocat de la victime, M^e Brice Grazzini. Ce dernier avait saisi le parquet mercredi en s'appuyant sur un nouveau témoin, un quadragénaire qui « se trouvait juste au-dessus » des lieux où la jeune femme a été violentée, dans son domicile, au moment des faits.

Ce nouveau témoin de la scène, après les sept déjà interrogés lors de l'instruction, assure notamment avoir « vu un CRS donner un coup de pied en pleine tête à la victime » : « Si on me montre des photos, je pourrais peut-être reconnaître un des policiers coupables », déclare-t-il dans une lettre de l'avocat au parquet. [...]

Victime, entre autres, d'une fracture crânienne et d'une hémorragie cérébrale, la jeune femme, aujourd'hui âgée de 21 ans, n'a jamais retrouvée une vie normale. Migraines, cauchemars, insomnies, troubles de la vue : « Je survis, mais je n'y arrive plus », expliquait-elle en décembre. Jointe par la Provence, la victime, qui était elle-même allée à la recherche de témoins, affirme avoir retrouvé un petit espoir. « Je vais peut-être pouvoir enfin dormir un peu ? »

« Marseille : une enquête rouverte sur une affaire de violences policières, en marge d'un cortège de Gilets jaunes en 2018 », *leparisien.fr*, 11 mars 2021

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/>	35 €	70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/>	25 €	50 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/>	60 €	120 €	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo <input type="checkbox"/>	Mensuel <input type="checkbox"/>	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/>
17,5 € par trimestre	12,5 € par trimestre	30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/>	Mensuel <input type="checkbox"/>	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/>
12,5 € par trimestre	10 € par trimestre	22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire : _____
www.npa2009.org